

RAPPORT DE GESTION

SOMMAIRE >

- P. 67 CHIFFRES CLÉS DU GROUPE >
- P. 69 ACTIVITÉS ET INVESTISSEMENTS >
- P. 74 POLITIQUE FINANCIÈRE >
- P. 80 ENGAGEMENTS DE RETRAITES
ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX >
- P. 82 PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION
ET D'ACHATS D'ACTIONS >
- P. 83 HONORAIRES DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES ET DE LEUR RÉSEAU >
- P. 84 RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX
DE L'AIR LIQUIDE SA >

* Les mots marqués d'un * sont définis en rabat de couverture du rapport annuel.

Chiffres clés du Groupe

Pour l'ensemble de l'année 2002, Air Liquide a enregistré une nouvelle progression de son résultat net à 703,2 millions d'euros (+ 4,3 % hors change) et de son bénéfice net par action à 7,08 euros (+ 5,4 % hors change). Sur les 6 dernières années, la croissance moyenne du bénéfice net par action aura été de plus de 9 % par an, soit une performance qui se situe largement au-dessus de celle du secteur.

En millions d'euros	2000	2001	2002	2002/2001	2002/2001 (hors change)
Chiffre d'affaires total	8 099	8 328	7 900	- 5,1 %	+ 0,2 %⁽¹⁾
dont chiffre d'affaires Gaz et Services	7 113	7 256	6 887	- 5,1 %	+ 1,0 % ⁽¹⁾
Résultat d'exploitation avant amortissements	1 893	2 003	1 975	- 1,4 %	+ 2,6 %
Résultat d'exploitation	1 116	1 178	1 162	- 1,4 %	+ 2,5 %
Résultat net	652	702	703	+ 0,2 %	+ 4,3 %
Capacité d'autofinancement	1 564	1 627	1 514	- 7,0 %	- 3,0 %
Bénéfice net par action (en euros)⁽²⁾	6,40	6,99	7,08	+ 1,3 %	+ 5,4 %
Dividende par action (en euros)⁽²⁾	2,66	2,84	3,20		
ROCE après impôts	10,5 %	10,7 %	10,8 %		

(1) Les variations de chiffre d'affaires sont données hors change et hors gaz naturel.

(2) Le bénéfice net par action (BNPA) et le dividende par action 2001 et 2000 sont ajustés de la distribution d'1 action gratuite pour 8 détenues en juin 2002. Le nombre moyen d'actions sur 2002 retenu pour le calcul du BNPA est de 99 311 656. Au 31 décembre 2002, le nombre d'actions en circulation est de 100 818 441.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le **chiffre d'affaires** consolidé total du Groupe s'est élevé en 2002 à 7 900,4 millions d'euros, sensiblement égal à celui de 2001, après retraitement des effets défavorables de change (295 millions d'euros) et de gaz naturel (153 millions d'euros hors change). Ces chiffres traduisent la capacité de résistance des métiers des gaz industriels et médicaux, la qualité de nos positions sur le marché mondial et notre avance technologique et commerciale sur les segments de marchés présentant des opportunités de croissance. Nous avons ainsi pu améliorer séquentiellement notre activité tout au long de l'année avec un second semestre en nette progression.

Le **résultat d'exploitation** s'établit à 1 161,6 millions d'euros, en baisse faciale de - 1,4 % et en hausse de + 2,5 % hors change.

Dans un contexte de stabilité du chiffre d'affaires, le Groupe améliore une nouvelle fois ses marges opérationnelles. L'augmentation de certains coûts d'exploitation, comme les coûts d'assurances, a été absorbée par la contribution, à hauteur de 112 millions d'euros sur l'année, des **actions d'efficacité** récurrentes supportées par des plans d'actions pluri-annuels.

Le ratio de marge, avant amortissements et hors effet du gaz naturel sur le chiffre d'affaires, s'établit à 24,5 %, en progression de 0,5 point. Le ratio de marge opérationnelle (résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires) s'établit à 14,4 % (hors effet de baisse du gaz naturel sur le chiffre d'affaires), en amélioration de 0,3 point.

Les **charges financières nettes** sont en baisse de - 17,5 % à 127,2 millions d'euros, notamment en raison de la poursuite de la baisse des taux d'intérêts au deuxième semestre, des effets de change et de la diminution de l'endettement sur l'année.

Les **autres produits et charges** s'établissent à - 49,6 millions d'euros (contre - 1,2 million d'euros en 2001), compte tenu de charges non compensées par des plus-values de cession. En revanche, la poursuite d'optimisations fiscales, principalement en Europe, a permis de réduire à nouveau le **taux d'impôt effectif moyen** à 29,5 % sur l'exercice 2002, contre 30,7 % en 2001.

La **part des minoritaires** en 2002 diminue d'environ 4 millions d'euros suite à l'augmentation de notre participation au Canada, au Danemark et au Japon.

Le **résultat net consolidé** part du Groupe s'élève à 703,2 millions d'euros, en croissance de + 0,2 % (+ 4,3 % hors change). Compte tenu des rachats d'actions effectués en 2002, la croissance du **bénéfice net par action** (7,08 euros) est supérieure à celle du résultat net et s'établit à + 1,3 % (+ 5,4 % hors change).

En 2002, le Groupe a racheté 687 841 actions au prix moyen de 133,1 euros. En 2003, Air Liquide entend poursuivre son programme de rachat de ses propres actions.

La **marge brute d'autofinancement** s'élève à 1 514,1 millions d'euros en baisse de - 7 % en valeur faciale et - 3 % hors change. Sur l'année, elle représente environ 20 % du chiffre d'affaires. Le décalage entre l'évolution de l'autofinancement et le résultat net provient principalement de la baisse des charges d'impôts différés, liée aux optimisations fiscales, et de la stabilité des amortissements résultant du contrôle des investissements.

Les **paiements d'investissements** ont atteint 939,7 millions d'euros contre 1 102,2 millions d'euros en 2001. Cette évolution est le résultat d'une grande sélectivité des investissements. Les investissements financiers sont en baisse et comprennent environ 112 millions d'euros pour les actifs de Messer et 160 millions d'euros de rachat des titres minoritaires d'Air Liquide Japon, effectué en octobre 2002.

Le **besoin en fonds de roulement** est en très nette amélioration, avec une réduction de 183 millions d'euros. Son contrôle est un axe d'action permanent du Groupe.

L'**endettement net** s'établit à 2 022,3 millions d'euros au 31 décembre 2002, en diminution de 562 millions d'euros. Cette réduction de la dette provient d'un effet de change favorable compte tenu du poids de la dette libellée en dollar, d'une amélioration du besoin en fonds de roulement et de la maîtrise des investissements. Le ratio d'endettement net sur capitaux propres s'établit à 37,1 % à fin décembre 2002 contre 45,5 % en 2001.

La **rentabilité des capitaux employés (ROCE)** après impôts s'améliore une nouvelle fois à 10,8 %, dans un contexte économique difficile et compte tenu de paiements sur investissements, à hauteur d'environ 12 % du chiffre d'affaires, qui assureront la croissance future.

Pour **L'Air Liquide SA**, le résultat net s'élève à 324,5 millions d'euros, contre 321,9 millions d'euros en 2001.

Lors de l'**Assemblée Générale des actionnaires** du 15 mai 2003, le Directoire en accord avec le Conseil de Surveillance propose aux actionnaires un dividende de 3,20 euros par action, au titre de 2002, soit 4,80 euros en incluant l'avoir fiscal.

Les **dividendes proposés** sont en hausse de + 12,5 %, compte tenu de la distribution d'1 action gratuite pour 8 détenues en juin 2002. Au total, le ratio de distribution devrait représenter 47 % des résultats consolidés 2002.

DÉVELOPPEMENT GÉOGRAPHIQUE

En 2002, le Groupe a conclu le rachat des actifs de Messer à Trinidad et Tobago (Amérique centrale), au Canada, en Afrique du Sud et en Égypte. En Europe centrale, Air Liquide, déjà présent notamment en Pologne, monte progressivement en puissance à partir de sa base autrichienne.

Pour renforcer sa position au Japon, où le secteur des gaz industriels et médicaux est en pleine évolution, Air Liquide a créé en janvier 2003 avec BOC, une entité commune regroupant leurs activités de gaz industriels : Japan Air Gases (détenue à 55 % par Air Liquide et à 45 % par BOC), qui devrait devenir l'un des leaders dans le secteur des gaz industriels au Japon. Cette opération permettra au Groupe d'améliorer sa rentabilité dans ce pays, tout en préservant ses perspectives de développement. En 2003, Japan Air Gases sera consolidé par intégration globale dans les comptes d'Air Liquide. Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe en Asie en 2003 devrait ainsi représenter près de 18 % du chiffre d'affaires consolidé.

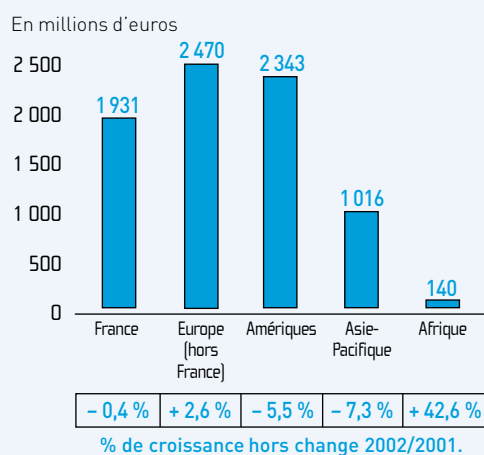
La Chine fait également partie des marchés porteurs auxquels s'intéresse le Groupe. Air Liquide enregistre en Chine une croissance nettement supérieure à la moyenne du Groupe, avec des taux de rentabilité tout à fait satisfaisants dans l'Électronique, la Grande Industrie et les Clients Industriels.

Ce solide ancrage mondial permet à Air Liquide de répartir ses risques et d'être bien positionné pour saisir les opportunités de développement dans les zones à potentiel.

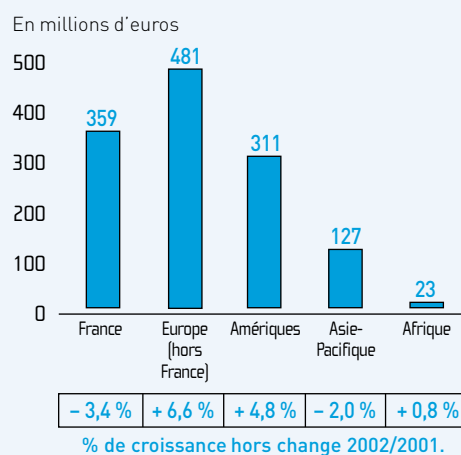
PERSPECTIVES 2003

L'**année 2003** débute dans un environnement géopolitique et économique incertain. Toutefois, la très bonne situation financière du Groupe et son fort potentiel de croissance permettent d'aborder l'année avec confiance et de viser une amélioration des activités et des résultats.

Chiffre d'affaires par zone géographique



Résultat d'exploitation⁽¹⁾ par zone géographique



(1) Hors centres de recherche et frais de siège.

Activités et investissements

Dans l'analyse par activité et par zone géographique, les évolutions sont présentées hors effets de conversion de change et de variation du coût du gaz naturel mais intègrent le périmètre qui reflète la gestion courante des opérations. Les gaz industriels et médicaux ne s'exportant pas, l'impact des variations monétaires sur les niveaux d'activité et de résultat est limité à la conversion des états financiers de nos filiales étrangères en euros. Les variations de coût du gaz naturel sont répercutées à nos clients à travers des clauses d'indexation.

Le chiffre d'affaires de nos quatre activités principales, regroupées dans Gaz et Services, est en croissance de + 1 % en 2002. La fin de l'année a, dans son ensemble, confirmé les signes de reprise constatés dès septembre. Nos marchés se sont globalement bien comportés en 2002 : l'acier, la sidérurgie, la chimie, le raffinage, le pétrole mais également l'alimentaire, le verre, les fibres optiques ou encore la pharmacie. Les marchés de la santé, moins dépendants de la conjoncture économique, ont poursuivi leur rythme de croissance.

Sur l'année, on peut noter les points favorables suivants :

- un rebond dans la chimie, notamment dans la chimie de base, qui s'est traduit par des volumes importants d'oxygène dans la Grande Industrie,
- une poursuite du développement de l'hydrogène,
- des volumes croissants dans le CO (monoxyde de carbone) utilisés pour les polycarbonates et les polyuréthanes,
- un meilleur comportement de la sidérurgie,
- une augmentation du taux d'utilisation des fabs* sur l'année dans les semi-conducteurs,
- une progression continue des métiers de la santé.

De même, sur l'année, on peut noter les facteurs moins favorables suivants :

- un environnement économique général en baisse dans presque toutes les zones géographiques. Dans les pays où nous opérons, l'indice de production industrielle, pondéré du chiffre d'affaires, a été de - 0,7 %, ce qui a représenté un défi supplémentaire pour nos équipes, en particulier dans le secteur des Clients Industriels,
- dans l'Électronique, après une pointe enregistrée fin 2000-début 2001, les investissements dans l'industrie des semi-conducteurs sont revenus à un niveau modéré,
- dans toutes les activités, les ventes d'équipements sont plus faibles.

Dans ce contexte mondial difficile, nous avons réussi à faire progresser nos activités et nos résultats en 2002. Grâce à nos programmes continus d'efficacité, nous avons une nouvelle fois amélioré notre marge opérationnelle.

Gaz et Services : chiffres clés par activité

En millions d'euros	2001	2002
Grande Industrie		
Chiffre d'affaires	2 006	1 821
Résultat d'exploitation	502	491
Capitaux employés	3 100	2 800

Électronique

Chiffre d'affaires	861	734
Résultat d'exploitation	102	72
Capitaux employés	560	530

Clients Industriels

Chiffre d'affaires	3 234	3 154
Résultat d'exploitation	421	454
Capitaux employés	2 870	2 680

Santé

Chiffre d'affaires	1 155	1 178
Résultat d'exploitation	199	189
Capitaux employés	780	720

Total Gaz et Services

Chiffre d'affaires	7 256	6 887
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	1 224	1 206
Capitaux employés	7 310	6 730

(1) Hors centres de recherches et frais de siège.

ANALYSE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ANALYSE PAR ACTIVITÉ

En **France**, nous avons relevé un certain nombre de points positifs sur l'année. La Santé et la Grande Industrie ont été en croissance. Les Clients Industriels ont été globalement stables, avec une reprise sur la fin de l'année. L'activité Électronique a connu une reprise au 4^e trimestre, grâce à des ventes d'équipements pour les nouvelles technologies 300 mm. Le résultat d'exploitation est en légère baisse, les performances opérationnelles de la Grande Industrie, la Santé et la Chimie ne compensant pas la moindre performance de l'activité Clients Industriels (cession de l'activité GPL en juin 2001) et de l'Électronique.

En **Europe**, hors France, les activités Santé, Grande Industrie et Clients Industriels enregistrent de bonnes performances. Dans l'ensemble, nous progressons en Europe de 4 points de plus que le PNB. Le résultat d'exploitation est en augmentation notamment grâce à la Grande Industrie et à la Santé, et à la contribution des programmes d'efficacité. L'Italie, l'Espagne et l'Allemagne progressent significativement.

Sur la zone **Amériques**, le chiffre d'affaires réalisé est globalement stable avec, dans la Grande Industrie, une reprise des ventes d'oxygène destiné à la chimie. Le résultat d'exploitation s'améliore avec une situation contrastée par activité avec notamment une bonne performance des Clients Industriels aux États-Unis.

En Amérique du Sud, les résultats se sont améliorés au Brésil et en Argentine où notre filiale a su maintenir la rentabilité de ses investissements et a dégagé un résultat bénéficiaire et un excédent de trésorerie.

L'**Asie-Pacifique**, hors Japon, est en progression sur l'année, avec une croissance dans la Grande Industrie, la Santé et les Clients Industriels et une légère décroissance dans l'Électronique, notamment à Taïwan. Le résultat d'exploitation est en croissance à deux chiffres avec de bonnes performances en Corée, en Chine et en Australie. Notre activité au Japon reste à un niveau assez bas, même si des signes positifs ont été constatés en fin d'année dans l'Électronique. Le résultat d'exploitation au Japon est en légère baisse.

Enfin, dans les pays où nous nous sommes récemment implantés (Corée, Chine, Indonésie, Thaïlande, Philippines, Trinidad et Tobago, Chili, Pologne, Autriche), notre croissance annuelle pondérée sur 5 ans est supérieure à 40 %. Le développement géographique demeure un axe de croissance.

> Gaz et Services

Chiffre d'affaires : 6 887 millions d'euros, 87 % des ventes du Groupe.

Grande Industrie

Chiffre d'affaires : 1 821 millions d'euros, 26 % des ventes Gaz et Services.

La **Grande Industrie** enregistre sur l'année une croissance de + 2,3 %.

– Dans les *gaz de l'air*, la consommation d'oxygène a augmenté grâce, d'une part, aux redémarrages dans le secteur de la chimie en Europe et en Amérique du Nord et, d'autre part, à la reprise des marchés de l'acier. Nos grandes unités de production d'oxygène pour des usines de gazéification démarrées en Italie, à la fin des années 90, ont atteint leur meilleur niveau d'activités.

– Les volumes d'*hydrogène/CO* pour le raffinage aux États-Unis et pour la chimie en Europe ont augmenté significativement. Hors fermeture d'un site client dans la chimie aux États-Unis, la croissance de nos ventes d'hydrogène est satisfaisante. En 2002, nous avons mis en service de nouvelles unités de production, utilisant les technologies d'oxydation partielle aux États-Unis, et de réformeur autothermique en Europe. En 2003, nous mettons en service des réformeurs vapeur, à grande échelle. Nous maîtrisons ainsi les trois technologies de production d'hydrogène.

– Dans *l'énergie*, nous avons choisi d'accroître nos ventes de vapeur et d'électricité cogénérées à nos clients sur des grands bassins industriels mais également d'optimiser nos coûts entre les consommations internes – "wheeling" – et les ventes au réseau.

Dans son ensemble, corrigé du gaz naturel et du change, la Grande Industrie a repris son rythme de croissance, avec un 4^e trimestre 2002 au niveau très élevé enregistré fin 2000-début 2001. La marge opérationnelle en 2002 se maintient à un bon niveau à 27 % (25 % hors effet du gaz naturel sur le chiffre d'affaires).

Durant l'année, 9 nouvelles unités ont été mises en service, dont 2 très grandes unités de gaz de synthèse * (H₂/CO) aux Pays-Bas et aux États-Unis. Le rythme de signatures de grands contrats à long terme s'est accéléré tout au long de l'année. Ils représentent 40 % des décisions d'investissements du Groupe en 2002.

Électronique

Chiffre d'affaires : 734 millions d'euros,
11 % des ventes Gaz et Services.

L'année se caractérise, pour nos clients Électronique, par un niveau d'activité stable (+ 1 %), mais également par des investissements en forte baisse pour la deuxième année consécutive, entraînant une forte diminution de nos ventes d'équipements. Cependant, l'activité résiste bien avec une évolution de - 10 %, nos ventes hors équipements progressant de + 5 %. Dans l'ensemble, ces ventes récurrentes de gaz et de services sont pratiquement revenues au niveau record atteint fin 2000, traduisant la qualité du positionnement de notre Groupe, tant en terme de clients qu'en terme de produits. Sur l'ensemble de l'année :

- les gaz vecteurs* sont en croissance avec un meilleur 2^e semestre,
- les gaz spéciaux* sont en très légère décroissance mais enregistrent une nette amélioration dans la deuxième moitié de l'année,
- les liquides chimiques et les services sont en forte progression,
- les équipements sont en décroissance en dépit de ventes importantes au 4^e trimestre.

Sur l'année, la marge opérationnelle s'établit à 10 % compte tenu de l'effet de la moindre activité enregistrée principalement au 1^{er} trimestre.

En 2002, le Groupe a renforcé ses positions en signant de nouveaux contrats de fourniture liés à des technologies d'avenir (France, Singapour) ou à de nouvelles implantations (Chine). Nous avons élargi notre offre (dans les marchés des écrans plats, des photo-masques pour la fabrication des semi-conducteurs), gagné des contrats importants et nous nous sommes concentrés sur les services, en Europe, en Asie et aux États-Unis. Globalement, l'activité Électronique, malgré ses cycles, continue à se développer, reste profitable durant les points bas de cycle et demeure un vecteur de croissance pour le Groupe.

Clients Industriels

Chiffre d'affaires : 3 154 millions d'euros,
46 % des ventes Gaz et Services.

Les Clients Industriels progressent de + 1,4 % dans un contexte économique en décroissance. Dans cet environnement, notre performance confirme le bon potentiel de notre métier mais aussi la capacité d'Air Liquide à générer, dans la durée, une croissance supérieure à celle du marché. En 2002, de nouvelles applications et de nouveaux services se sont développés dans les marchés traditionnels (soudage, papier, verre) et se sont concrétisés dans les secteurs en plus forte croissance (pharmacie, laboratoires d'analyses, alimentaire).

- Les on sites* et les services poursuivent leur croissance à deux chiffres, illustrant la qualité de notre stratégie de développement dans ce secteur.
- Les volumes de gaz liquides progressent notamment grâce à des acquisitions. Certains volumes en diminution sont compensés par un environnement prix resté positif (de + 1 % à + 3 %) tout au long de l'année.

- Dans l'activité bouteilles, les gaz à haute valeur ajoutée sont en croissance, les gaz plus traditionnels en léger repli, avec des effets prix positifs pour tous les gaz (de + 1 % à + 4 %).

Au plan géographique, l'Europe (hors France) et l'Asie-Pacifique (hors Japon) apportent la plus forte contribution à la croissance. La France enregistre l'effet du désinvestissement de l'activité de gaz de pétrole liquéfié (GPL). La zone Amériques est en légère croissance avec de bonnes performances de l'Amérique du Sud.

En 2002, cette activité enregistre une amélioration de sa marge opérationnelle (14,5 %) grâce à une bonne tenue des prix, à un développement des services et à des efforts d'efficacité.

Dans l'ensemble, nous nous positionnons sur des produits à plus forte valeur ajoutée et répondant à des besoins spécifiques, par exemple en termes de sécurité, de traçabilité, d'ergonomie ou de protection de l'environnement. La diversité de nos marchés, nos positions localement fortes, la connaissance approfondie de nos clients et l'identification de nouveaux besoins nous permettent de poursuivre notre croissance régulière dans l'activité des Clients Industriels.

Santé

Chiffre d'affaires : 1 178 millions d'euros,
17 % des ventes Gaz et Services.

La Santé affiche une progression régulière sur l'année, + 5,7 %. Globalement, nous enregistrons une croissance en gaz et services, en soins à domicile et en hygiène, et une baisse dans les équipements :

- Le secteur hospitalier montre une croissance solide de l'ordre de + 4 %, grâce au lancement de nouveaux produits (gaz thérapeutiques pour le traitement de l'hypertension pulmonaire et de la douleur), aux nouvelles gammes de gaz en bouteilles et au développement des services et des installations dans les pays d'Europe du Sud (France, Espagne, Italie).
- Les soins à domicile enregistrent une croissance organique de + 7 %. Cette évolution est due à l'augmentation continue du nombre de patients du fait de l'allongement de la durée de vie mais aussi à de nouvelles applications thérapeutiques. Nous développons également des solutions au-delà du traitement des maladies respiratoires. Nos principaux marchés en croissance sont la France, l'Italie et la Belgique.
- Les produits et les services d'hygiène enregistrent une croissance de l'ordre de + 15 %. En 2002, ces nouveaux produits ont reçu un bon accueil sur le marché des services aux hôpitaux, particulièrement en France et en Italie.
- Les ventes d'équipements sont en baisse sur l'année de - 10 % après une année 2001 marquée par des ventes exceptionnelles à l'export.

En 2002, la marge opérationnelle s'établit à 16 %, en légère diminution, compte tenu notamment de la mise à niveau des comptes clients aux États-Unis.

Dans la Santé, l'objectif du Groupe est de poursuivre la consolidation de ses activités en France et en Europe, et le développement interne et externe sur tous ses marchés, notamment en Amérique du Nord.

Services

Les Services, hors énergie, présents dans chacune des activités, ont poursuivi leur développement en 2002. Les ventes de services dans les domaines de l'industrie et de la santé progressent de + 9 %, en particulier dans la sous-traitance industrielle, les soins à domicile et la mise en place d'unités on site*. Cette performance est également liée à l'acquisition de nouvelles sociétés (Balazs aux États-Unis et Omasa en Italie). À la fin de l'année, les services représentent 18,2 % des ventes Gaz et Services, en légère progression par rapport à 2001.

> Autour des gaz

*Chiffre d'affaires : 1 013 millions d'euros,
13 % des ventes du Groupe.*

Le *Soudage* est en croissance sur l'année de + 2,5 %. Cette amélioration est essentiellement liée à une acquisition en France. Les ventes de consommables se sont bien tenues, tirées par de nouveaux produits, alors que les ventes d'équipements ont légèrement décliné, en ligne avec les investissements industriels.

Les ventes aux tiers dans le domaine de l'*Ingénierie et Construction* sont en baisse sensible, reflétant une activité plus tournée vers les projets d'investissements du Groupe. L'activité globale est restée à un bon niveau grâce à la réalisation et la mise en service de nouvelles unités pour le Groupe. Les carnets de commandes dans cette activité, pour les années futures, sont à de bons niveaux.

La *Chimie*, à travers la Seppic, enregistre une nouvelle croissance de l'ordre de + 4 %, après une excellente année 2001. Les marchés les plus porteurs sont la cosmétique, la pharmacie et les vaccins.

Enfin, la *Plongée* est en légère baisse sur 2002, de l'ordre de - 4 %, avec une bonne performance en Europe qui ne compense pas un niveau d'activité faible aux États-Unis.

Conclusion

Dans son ensemble, 2002 nous aura permis de réaffirmer la qualité des fondamentaux du Groupe. Par nature, les besoins en gaz industriels et médicaux de nos clients sont indispensables. Nos ventes se réalisent à travers des contrats dans la durée qui représentent plus de 80 % de l'ensemble de nos activités, ce qui nous assure une très bonne visibilité sur l'avenir.

Nous avons, au cours de l'année, poursuivi notre croissance externe avec la consolidation des actifs de Messer sur la zone Amériques (Canada, Brésil, Argentine, Trinidad et Tobago) et en Afrique (Égypte, Afrique du Sud). Nous avons également intégré dans nos comptes ou finalisé l'acquisition de sociétés spécialisées sur nos marchés (Omasa en Italie dans l'hygiène hospitalière, Balazs aux États-Unis et Intega en Allemagne dans l'Électronique).

De plus, 2002 a vu l'annonce de la fusion de nos activités japonaises avec celles de BOC pour constituer en 2003 l'une des plus grandes sociétés de gaz industriels au Japon : Japan Air Gases.

Par ailleurs, les décisions d'investissements que nous avons prises en 2002 s'établissent à 1 050 millions d'euros dont plus de 400 millions sur des grands contrats long terme dans la Grande Industrie. Ce niveau reflète à la fois une gestion saine et une bonne maîtrise des dépenses, orientées vers les marchés offrant un fort potentiel de croissance. Nous sommes ainsi bien positionnés pour assurer la croissance future.

S'agissant des technologies nouvelles, Air Liquide a démarré, pour le Groupe Sasol en Afrique du Sud, la réalisation de la plus grosse unité d'oxygène au monde, avec une capacité de 3 850 tonnes/jour. Cette unité deviendra une référence majeure dans le futur, notamment pour les procédés de gazéification et de "Gas To Liquid" - GTL*. Nous avons également signé un accord de partenariat dans l'hydrogène, pour les piles à combustible, avec le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), et avec des spécialistes de la production d'hydrogène on site*. Dans l'Électronique, nous accompagnons nos clients dans le développement des nouvelles technologies cuivre et des nanotechnologies. Dans l'activité Clients Industriels, nous avons mis à la disposition de nos clients de nouvelles gammes de produits, plus ergonomiques et axées sur la traçabilité. Enfin, dans la Santé, de nouveaux produits et services ont été proposés, avec succès, aux hôpitaux.

Nous avons poursuivi notre programme d'efficacité, qui est en ligne avec nos objectifs, par la mise en place de plates-formes logistiques européennes, nord-américaines et bientôt asiatiques, et de nouveaux systèmes d'information.

Notre bilan affiche une structure bien équilibrée et solide.

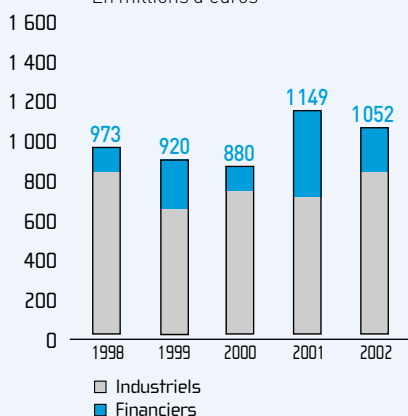
Notre souci d'allier la croissance à une stratégie de réduction des coûts et d'optimisation du capital nous a permis de générer un cash-flow important de plus de 1 500 millions d'euros, soit environ 20 % du chiffre d'affaires. Notre endettement net a diminué de 562 millions d'euros. Le ratio d'endettement net s'établit à 37,1 %. Tous ces éléments se traduisent dans notre notation Standard and Poor's (AA-), ce qui nous place en très bonne position dans l'industrie française.

Leader mondial des gaz industriels et médicaux, avec une présence dans plus de 65 pays depuis 100 ans, Air Liquide reste centré sur ses métiers. Les femmes et les hommes du Groupe ont développé les technologies clés et les moyens de recherche pour les faire évoluer et répondre aux besoins de ses clients. Notre organisation par marché et par zone géographique nous permet d'assurer à la fois l'expertise mondiale et la présence locale, toutes deux indispensables à nos clients. Dans un environnement qui demeure incertain, nous avons démontré, en 2002, qu'Air Liquide continue à progresser dans la durée.

INVESTISSEMENTS

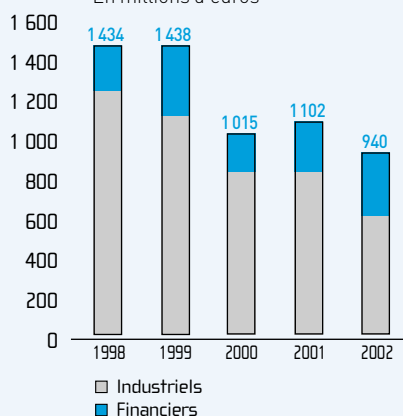
Décisions

En millions d'euros



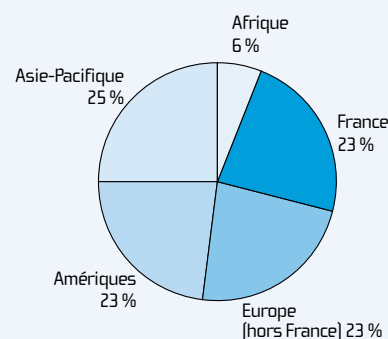
Paievements

En millions d'euros



Répartition géographique

(paiements d'investissements)



Les décisions d'investissements sont depuis toujours au cœur de la stratégie du Groupe.

Elles répondent aux objectifs suivants :

- développer l'activité par croissance interne et externe,
- améliorer l'efficacité et la qualité,
- assurer la sécurité.

Les succès commerciaux enregistrés entre 1995 et 1997, fruits de la stratégie de l'offre élargie, ont entraîné une accélération majeure des décisions d'investissements. Le Groupe a ainsi engagé dans cette période environ 3,5 milliards d'euros d'investissements industriels dont les deux tiers liés à des contrats à long terme, soit trois fois plus que la période antérieure (1992-1994). Ces décisions se sont matérialisées par la mise en service de 68 grandes usines entre 1997 et 2000, et ont généré de forts paiements sur investissements jusqu'en 1999.

Après cette période de développement stratégique, le Groupe continue d'investir avec toujours la même vision long terme.

Les décisions d'investissements industriels (823 millions d'euros en 2002) restent axées sur les projets générateurs de croissance à long terme (contrats d'une durée de 10 à 15 ans) dans la Grande Industrie et l'Électronique et sur le développement organique de nos activités Clients Industriels et Santé.

Par ailleurs, le Groupe continue de décider régulièrement des acquisitions (230 millions d'euros en 2002) en fonction des opportunités stratégiques lui permettant sans cesse d'améliorer sa couverture géographique (exemple des activités Messer en Égypte ou à Trinidad et Tobago en 2002) ou de consolider ses activités (exemple de l'acquisition des intérêts minoritaires au Japon) pour accélérer son développement.

Le ratio d'investissements rapportés au chiffre d'affaires, après avoir été au-dessus de 20 %, est revenu les trois dernières années à un niveau de 12 à 14 %. La structure financière du Groupe devrait nous permettre dans le futur de maintenir un ratio de 14 à 15 %.

Les décisions d'investissements font l'objet d'un processus précis d'évaluation, piloté au niveau du Groupe par un comité d'investis-

sement présidé par un membre du Directoire en présence des directeurs de zones et d'activités concernées.

La décision repose sur une appréciation rigoureuse et individuelle des projets selon quatre critères principaux :

D'abord la localisation du contrat : l'analyse ne sera pas identique si le projet se situe dans un bassin industriel à potentiel (Corpus Christi, Rotterdam), s'il est connecté à un réseau de canalisations existant, ou s'il est isolé.

Le deuxième paramètre d'appréciation est la nature du produit fourni : les gaz de l'air constituent le métier traditionnel du Groupe, en revanche pour de nouvelles technologies liées par exemple à l'hydrogène, au monoxyde de carbone, aux gaz de synthèse ou à la cogénération qui constituent un fort axe de croissance, Air Liquide sera plus exigeant sur l'analyse des risques et les rentabilités attendues.

Le risque client, troisième paramètre, est mesuré selon son caractère local ou global, son marché, sa solidité.

Enfin, le risque pays est étudié avec soin. Les investissements du Groupe sont situés en majorité dans les pays de l'OCDE.

L'objectif économique de ces investissements est de permettre une croissance durable en améliorant la rentabilité des capitaux utilisés. Selon l'appréciation globale des risques associés à l'investissement, le taux exigé de rentabilité interne considéré variera. L'investissement correspondant aux grands contrats à long terme a une rentabilité plus faible au cours des premières années en raison de la montée en puissance progressive des besoins du client, alors que, dans le même temps, le contrat supporte dès le début le poids des amortissements et des frais financiers. Cette rentabilité augmente rapidement ensuite.

L'accélération des investissements entre 1995 et 1999 a pesé sur la rentabilité sur capitaux utilisés (ROCE) du Groupe, compte tenu de la phase de démarrage des grands contrats et du poids des immobilisations en cours. Depuis 1999, avec la montée en charge progressive des grands projets et une politique de gestion sélective des décisions, le ROCE du Groupe ne cesse de progresser. En 2002, il est de 10,8 % après impôts.

Politique financière

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La maîtrise des risques est une priorité pour le Groupe. Pour la gestion des risques financiers, Air Liquide a mis en place un comité financier composé des membres du Directoire, du directeur financier et de représentants de la direction financière. Ce comité a pour mission de définir la politique de gestion des risques financiers, de trésorerie et de financement, et d'en contrôler l'application. Il décide de toutes les opérations de couvertures de taux et des émissions sur les marchés des capitaux. Le comité financier rend compte au comité d'audit.

La direction financière gère de façon centralisée les principaux risques financiers en fonction des décisions du comité financier auquel elle rend compte chaque trimestre. La direction financière veille également à l'analyse des risques pays et des risques clients dans les décisions d'investissements en participant aux comités d'investissements.

> Risque de change

Dans le métier des gaz industriels, la majorité des produits n'est pas exportée mais produite dans le pays de facturation. Le risque de perte de compétitivité du Groupe lié à la fluctuation des monnaies est donc très réduit. La sensibilité du résultat d'exploitation à la variation des monnaies est seulement limitée aux mouvements de conversion des états financiers de monnaies locales en euros. À titre d'illustration la sensibilité aux deux principales devises étrangères, le dollar américain et le yen, est la suivante :

Impact d'une variation de +/- 1 % du taux de change :

En millions d'euros

	Chiffre d'affaires	% Total Groupe	Résultat d'exploitation	% Total Groupe
USD	18	0,22	1,9	0,16
JPY	6	0,08	0,5	0,04

Ainsi en 2002, la baisse de la parité moyenne USD/EUR a été de - 5 % ce qui s'est traduit par une baisse du chiffre d'affaires de - 1 %, alors que la parité JPY/EUR baissait de 8 % entraînant un impact de - 0,6 %.

La répartition géographique du résultat d'exploitation par grandes devises est :

	2001	2002
Zone euro	52 %	54 %
Zone dollars américain et canadien	28 %	26 %
Zone yen	6 %	5 %
Autres	14 %	15 %

Les flux de redevances de brevets, d'assistance technique et de dividendes donnent lieu à des échanges de devises entre les sociétés du Groupe. Le risque de change associé est géré dans le cadre de la politique de couverture mise en œuvre par la direction financière. Dans l'activité Ingénierie et Construction, les flux font l'objet d'une couverture au cas par cas. Les instruments utilisés sont principalement des contrats de change à terme ou des options avec des contreparties de premier rang. Le détail du portefeuille de couvertures par devise et par type d'instrument est précisé page 78.

La devise d'endettement est choisie en fonction de la monnaie dans laquelle les flux de trésorerie qui permettront de rembourser la dette vont être générés. Le Groupe assure ainsi une couverture naturelle et réduit son exposition aux variations des taux de change des devises. Ainsi dans les pays hors zones euro, dollar et yen, les financements sont réalisés soit en monnaie locale, soit en devise étrangère (EUR ou USD) lorsque les contrats sont indexés sur cette dernière, ce qui est souvent le cas pour les projets de la Grande Industrie.

Dans le cadre du financement intragroupe multidevise, la trésorerie centrale réalise des opérations de conversion de devises de la dette levée sur les marchés financiers pour refinancer les filiales. Le Groupe n'est pas en risque de change sur ces opérations du fait du recours systématique aux contrats d'échange de devises. Le détail du portefeuille de ces couvertures est donné page 78.

Le tableau suivant indique l'impact des couvertures (contrats d'échange de devises) sur l'endettement net du Groupe au 31 décembre 2002 :

En millions d'euros

	Dette brute avant couvertures	Banques et titres de placement	Couvertures contrats d'échange de devises	Dette nette ajustée après couvertures	Actifs immobilisés
EUR	1 409	(188)	(259)	962	3 439
USD	757	(66)	(29)	662	1 964
JPY	72	(5)	168	235	403
CAD	3	(0)	116	119	386
Autres devises	135	(95)	4	44	1 642
Total	2 376	(354)	-	2 022	7 834

Une partie de la dette euros (259 millions d'euros) levée sur les marchés a été convertie en d'autres devises pour refinancer des filiales étrangères. À titre d'exemple, sur les 235 millions d'euros d'endettement net en yen du Groupe, 72 millions d'euros ont été directement levés en yen et 168 millions d'euros ont été levés en euros et transformés en yen en utilisant des contrats d'échange de devises.

> Risque de taux

Principes

Depuis 2000, Air Liquide a mis en place une gestion centralisée du risque de taux sur ses principales devises : euro, dollar américain, dollar canadien et yen qui représentent environ 95 % de l'endettement brut total. Pour les autres devises, la direction financière conseille les filiales sur les couvertures à réaliser en fonction des possibilités des marchés financiers de chaque pays. Le comité financier fixe le pourcentage de couverture taux fixe/taux variable sur chaque devise et valide les instruments de couverture utilisés sur un horizon pluriannuel.

L'objectif du Groupe est de limiter l'impact des variations des taux d'intérêt sur sa charge de frais financiers et son résultat, et d'assurer, dans le cadre d'un principe de prudence, un adossement des actifs immobilisés long terme avec des capitaux propres et de la dette long terme à taux fixe. Une grande partie des métiers d'Air Liquide étant basée sur des contrats long terme (10 à 15 ans), la politique de financement essentiellement à taux fixe permet une bonne visibilité du coût de financement au moment de la décision des investissements long terme.

Sensibilité aux variations de taux d'intérêt

Compte tenu des instruments de couverture, la dette brute consolidée du Groupe au 31 décembre 2002 exposée à une variation des taux s'élève à environ 740 millions d'euros, soit 31 % de la dette (47 % au 31 décembre 2001 selon une méthode comparable).

L'impact d'une hausse des taux d'intérêt de 100 points de base (1 %) sur l'ensemble des courbes de taux aurait un impact d'environ 7 millions d'euros sur la charge financière en 2003 en prenant l'hypothèse d'une stricte stabilité de la dette.

Tous les instruments de couvertures mis en place pour la gestion du risque de taux ou de change correspondent à des risques identifiés et le Groupe ne prend aucune position spéculative.

> Risque de contrepartie

Les risques de contrepartie pour Air Liquide portent potentiellement sur :

- les comptes clients,
- les instruments financiers.

En raison du nombre important d'entreprises servies par le Groupe (plus d'un million de clients dans le monde), de leur grande diversité dans de multiples secteurs et de leur large dispersion géographique, il n'existe pas de concentration du risque client. À titre d'illustration, la part des ventes des 10 premiers clients représente moins de 15 % du chiffre d'affaires.

Pour mieux apprécier son exposition à ces risques, le Groupe a mis en place des procédures de suivi de la situation financière de ses principaux clients et une analyse de ses découverts clients.

Par ailleurs, l'évaluation du risque client est un élément important dans la décision d'investissement. Il en est régulièrement rendu compte au comité d'audit.

Air Liquide a recours à des instruments financiers pour couvrir essentiellement son exposition aux risques de taux d'intérêt et de change. Il est dans la politique financière du Groupe de répartir ce risque sur plusieurs banques, et les instruments financiers utilisés ne le sont qu'avec des contreparties bancaires faisant l'objet d'une analyse précise et ayant un rating minimum long terme (A) chez Standard and Poor's ou (A2) chez Moody's. Les lignes de crédit du Groupe sont aussi réparties sur plusieurs banques pour éviter la concentration des risques. La liste des instruments financiers et celle des contreparties bancaires font l'objet d'une revue régulière et d'une approbation par le comité financier.

FINANCEMENT

> Politique de financement

Le financement est réalisé dans le cadre d'une politique de Groupe, dont la mise en œuvre est coordonnée par la direction financière. Depuis l'introduction de l'euro, la gestion de la trésorerie est effectuée à partir de trois zones géographiques : Europe, Amérique et Asie.

Pour mieux identifier les activités de financement, L'Air Liquide SA a créé une filiale française détenue à 100 %, Air Liquide Finance. Depuis 2001, l'activité de financement et de gestion des risques de taux et de trésorerie du Groupe est assurée par Air Liquide Finance.

En 2001, Air Liquide a diversifié ses outils de financement afin d'augmenter sa flexibilité financière, d'avoir accès à de nouveaux marchés et ainsi d'optimiser ses frais financiers grâce à des sources de financement plus performantes. Le Groupe a mis en place un programme de papier commercial aux États-Unis (USCP) d'une taille maximale de 1,5 milliard de dollars américains et un programme Euro Medium Term Note (EMTN) permettant d'émettre des obligations d'une taille maximale de 2 milliards d'euros. En décembre 2001, Air Liquide Finance a émis 300 millions d'euros à 10 ans dans le cadre de ce programme EMTN. En 2002, Air Liquide Finance a réalisé une deuxième émission EMTN pour 200 millions d'euros à 5 ans ainsi qu'un placement privé à 7 ans de 120 millions d'euros. Ces opérations long terme ont permis de rallonger la maturité de la dette qui s'établit en moyenne à 4 ans.

Air Liquide dispose aujourd'hui de sources de financement variées qui lui permettent de financer ses besoins : dettes bancaires (prêts et lignes de crédit), placements privés (opérations de financement long terme auprès d'investisseurs ou de banques), placements obligataires et deux programmes de papier commercial (billets de trésorerie et USCP).

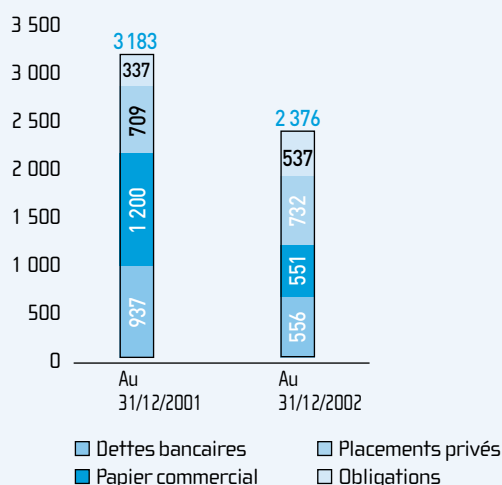
> Détail de l'endettement

Endettement net au 31/12/2002	Devise d'émission	En millions d'euros
Total obligations		537
Obligations - 2004-2005	EUR	37
EMTN à 5 % - 2007	EUR	200
EMTN à 5,25 % - 2011	EUR	300
Total placements privés		732
Placements privés à taux variable - 2009	EUR	120
Placements privés - 2006 option exerçable en 2003	EUR	200
Placements privés - 2008	EUR	50
Placements privés - 2007	USD	162
Placements privés - 2004	USD	124
Autre placements privés	USD	76
Papier commercial (billets de trésorerie, USCP)		551
Dette bancaire		556
Total endettement brut		2 376
Financier actif		(354)
Total endettement net		2 022

Par ailleurs, comme indiqué dans la note (D) des notes annexes aux états financiers, les dettes en quote-part de la participation détenue par Air Liquide dans des sociétés consolidées par équivalence au 31 décembre 2002 et contractées dans le cadre normal des opérations s'élèvent à 139 millions d'euros, dont 15 millions au titre de financements de projets sans recours. Les cessions de créances clients sans recours représentent 163 millions d'euros. Ces éléments ne constituent pas de risques ou d'engagements financiers pour la Société.

Répartition de l'endettement brut par type d'instrument

En millions d'euros



Au 31 décembre 2001, l'endettement brut inclut un excédent temporaire de billets de trésorerie, remplacé en trésorerie pour un montant de 233 millions d'euros.

L'agence de rating Standard and Poor's a attribué à Air Liquide une notation long terme (AA-) et une notation court terme (A1+). L'agence Moody's a attribué la notation court terme (P-1). Ces bonnes notations reflètent la solidité financière et la politique prudente de gestion financière d'Air Liquide.

> Répartition par devise de l'endettement net

La dette d'Air Liquide se répartit principalement en deux devises, euro et dollar américain. En 2002, la part de l'endettement yen est en forte augmentation suite à l'opération de rachat des minoritaires d'Air Liquide Japon intervenue en fin d'année.

En millions d'euros	2001		2002	
	Stock	%	Stock	%
EUR	1 186	46 %	962	47 %
USD	1 130	44 %	662	33 %
CAD	117	5 %	119	6 %
JPY	89	3 %	235	12 %
Autres	62	2 %	44	2 %
Total	2 584	100 %	2 022	100 %

> Variation de l'endettement net

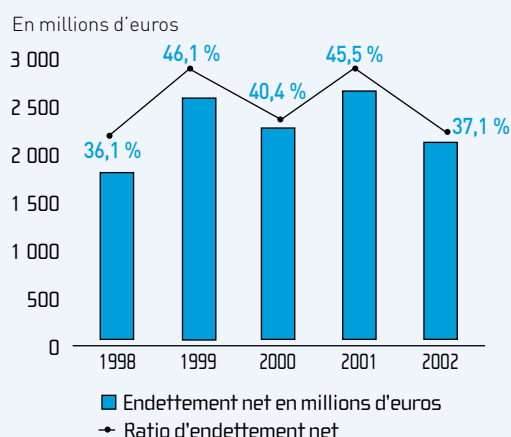
La dette nette 2002 s'établit à 2 022 millions d'euros contre 2 584 millions d'euros en 2001, soit une diminution de 562 millions d'euros :

Endettement net 2001	2 584
Autofinancement après investissements, variation du besoin en fonds de roulement, périmètre et autres	(852)
Distribution de dividendes	396
Impact de change	(194)
Achats de titres propres nets d'augmentation de capital	88
Obligations 5 % - 2007 - Émission 2002	200
Placements privés 2009 - Émission 2002	120
Émission (remboursement) d'autres dettes	96
Émission (remboursement) de billets de trésorerie et USCP	(416)
Endettement net 2002	2 022

Détail du tableau de financement page 94.

> Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement net sur fonds propres s'établit à 37,1 % en 2002 contre 45,5 % en 2001. Le ratio équivalent, calculé par la méthode américaine [dette nette/(fonds propres + dette nette)], atteint 27,1 % en 2002 contre 31,3 % en 2001.



Le ratio de couverture des frais financiers (égal à la somme du résultat d'exploitation avant amortissement de survaleurs et de la part dans les résultats des sociétés mises en équivalence, divisée par les frais financiers nets) est passé de 8 en 2001 à 9,7 en 2002.

> Part de la dette à taux fixe

En 2002, sur l'encours moyen de la dette, l'endettement à taux fixe représentait 62 % de la dette totale du Groupe.

Sur l'encours moyen 2002, la part de la dette à taux fixe par devise (incluant les couvertures actives) est de :

- 63 % de la dette euro⁽¹⁾,
- 63 % de la dette dollar américain,
- 84 % de la dette yen.

(1) La dette euro bénéficie d'un complément de couvertures optionnelles de 7 %.

En 2002, le Groupe a profité de la baisse des taux pour compléter son portefeuille de couvertures sur les années futures sur l'euro et le dollar. Il a aussi couvert, à moyen et long terme, la nouvelle dette yen générée par le rachat des minoritaires afin de bénéficier des taux japonais très attractifs et historiquement bas.

> Dettes à long terme

Au 31 décembre 2002, l'endettement brut du Groupe est comptabilisé à 96 % comme de la dette à long et moyen terme. L'échéancier des dettes à long et moyen terme est donné dans la note (I) des notes annexes aux états financiers.

La politique du Groupe est de répartir dans le temps les échéances de remboursement de sa dette long terme afin de limiter le montant annuel de refinancement. Étant donné le niveau régulier de l'autofinancement généré chaque année (1 514 millions d'euros en 2002) et la diversité de nos outils de financement, le renouvellement de la dette ne représente pas un risque de liquidité pour le Groupe.

Échéancier de la dette brute par type d'instrument

En millions d'euros

	Total	Obligations	Placements privés	Emprunts bancaires ⁽¹⁾
2003	87		11	76
2004	448	8	144	296
2005	667	29	20	618
2006	254		210	44
2007	407	200	170	37
2008	70		57	13
2009	131		120	11
2010	6			6
2011	306	300		6
Total dette brute	2 376	537	732	1 107

(1) Y compris l'encours de papier commercial couvert par des lignes de crédit confirmées.

> Liquidité de la dette

Au 31 décembre 2002, le montant des lignes de crédit bancaires confirmées disponibles s'élève à 1 606 millions d'euros (1 974 millions d'euros en 2001). Ce montant a été réduit en 2002 compte tenu de la baisse significative des émissions court terme couvertes par ces lignes confirmées. L'encours de billets de trésorerie et USCP s'élève au 31 décembre 2002 à 551 millions d'euros (1 200 millions d'euros en 2001). Cette réduction s'explique par la baisse de l'endettement et le remplacement d'une partie de ces programmes court terme par des émissions long terme.

> Détail du coût de la dette

En millions d'euros	31/12/2001			31/12/2002		
	Encours moyen	Intérêts bruts ⁽¹⁾	Coût dette en %	Encours moyen	Intérêts bruts ⁽¹⁾	Coût dette en %
EUR	1 461	77	5,3	1 261	67	5,3
USD	995	58	5,8	1 106	53	4,8
JPY	117	4	3,4	135	3	2,2
Autres devises	384	32	8,3	240	13	5,4
Autres charges ⁽²⁾		3			3	
Total	2 957	174	5,9	2 742	139	5,1

(1) Intérêts sur la dette brute avant produits financiers.

(2) Autres charges exclues du coût de la dette par devise.

Le coût de la dette est calculé en rapportant les intérêts financiers de l'exercice (en excluant les charges bancaires non directement liées à la dette) à l'encours moyen de dette de l'exercice. Ce dernier est calculé en additionnant les encours moyens trimestriels obtenus par la moyenne arithmétique des stocks de dettes comptabilisées à la fin de chaque trimestre.

Le coût de la dette 2002 ressort à 5,1 % (5,9 % en 2001). Cette diminution s'explique principalement par la baisse des taux variables court terme en dollars et en euros, ainsi que par les nouvelles couvertures à taux fixe mises en place fin 2001.

DÉTAIL DES INSTRUMENTS FINANCIERS

> Détail des principaux instruments financiers en couverture du risque de change

La valeur nominale des instruments financiers de couverture de change relatifs aux flux de redevances et de dividendes d'une part, aux opérations de refinancement des filiales d'autre part, est détaillée ci-dessous par devise et par date d'échéance au 31 décembre 2002 :

Instruments relatifs aux flux de redevances et de dividendes

En millions d'euros	Échéance 2003	Échéance après 2003
Types d'instruments		
Contrats de ventes à terme		
USD	48	0
JPY	11	4
SGD (dollar Singapour)	10	0
HKD (dollar Hong Kong)	6	0
Contrats d'options d'achat		
USD	58	0
Contrats d'options de vente		
USD	44	0

Instruments relatifs aux opérations de refinancement intragroupe (avec pour objectif d'éviter tout risque de change sur ces opérations)

En millions d'euros	Échéance 2003	Échéance après 2003
Swaps de change emprunteurs devises aux banques		
USD	107	0
JPY	28	0
CAD	116	0
GBP	4	0
Swaps de change prêteurs devises aux banques		
USD	(124)	0
CHF	(61)	0
Autres devises	(7)	0
Swaps de devises (avec échange de taux variable contre taux fixe moyen terme)		
JPY	0	144

Les montants notionnels exprimés en devises étrangères sont convertis en euros sur la base des taux de change de clôture.

Ils représentent la valeur faciale des instruments financiers et ne sont donc pas représentatifs de la valeur actualisée des montants réellement échangés par les parties. De fait, ils ne sont pas une évaluation des instruments financiers que le Groupe utilise.

L'écart entre la valeur de marché et le coût historique de ces instruments dérivés en couverture des risques de change est positif de 15 millions d'euros.

> Détail des instruments financiers en couverture du risque de taux

Les instruments financiers de couverture de taux, en cours à la date du 31 décembre 2002, sont présentés par date d'échéance. Ils n'ont pas de caractère spéculatif et entrent dans la politique de couverture décrite précédemment.

En millions d'euros

Type d'instrument	Total	2002	2003	2004	2005	2006	2007	>=2008
Swaps de taux d'intérêt : payeur fixe, receveur variable								
Objectif : échanger des taux variables par des taux fixes pour garantir des taux fixes dans la durée								
EUR	1 425		155	5	405	155	205	500
USD	267		48	48			95	76
JPY	160			16			40	104
CAD	66			24		42		

En millions d'euros

Type d'instrument	Total	2002	2003	2004	2005	2006	2007	>=2008
Swaps de taux d'intérêt : payeur variable, receveur fixe								
Objectif : échanger des taux fixes par des taux variables								
EUR	870					200	200	470

En millions d'euros

Type d'instrument	Total	2002	2003	2004	2005	2006	2007	>=2008
Options								
Objectif : déterminer un tunnel pour limiter à la hausse et à la baisse la variation de taux								
EUR	75					75		

Au 31 décembre 2002, les instruments dérivés transformant en dette à taux variable les EMTN et placements privés initialement émis à taux fixe présentent une valeur de marché positive de 53 millions d'euros.

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de la couverture globale de taux du Groupe, et qui permettent de fixer la charge de la dette long terme, présentent quant à eux une valeur de marché négative de 67 millions d'euros. Ceci s'explique, dans un contexte de taux baissiers sur les principales devises, par la politique du Groupe qui consiste à adosser, au moment de l'investissement, les actifs immobilisés long terme avec de la dette long terme à taux fixe. Cette politique de financement a pour objectif de nous protéger de hausses de taux d'intérêt à long terme.

La valeur de marché nette totale pour les instruments de taux est donc négative de 14 millions d'euros au 31 décembre 2002. Cette valeur inclut d'une part l'élément positif de 53 millions d'euros correspondant aux instruments dérivés adossés aux EMTN et placements privés, d'autre part l'élément négatif de 67 millions d'euros correspondant aux instruments dérivés au titre de la couverture globale de taux.

RACHAT D' ACTIONS

Conformément aux résolutions votées lors de l'Assemblée Générale du 30 avril 2002, Air Liquide a mis en œuvre un programme de rachat d'actions, dont les objectifs sont :

- l'annulation des actions à des fins d'optimisation de ses fonds propres et du résultat net par action, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital de la Société par période de vingt-quatre mois,
- l'achat et la vente en fonction des situations du marché,
- l'attribution d'options d'achat d'actions à ses salariés ou à ceux de ses filiales,
- la vente de quelque manière que ce soit ou la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations financières ou d'acquisitions.

Au 31 décembre 2001, Air Liquide détenait 2 449 716 de ses propres actions (soit 2,7 % de son capital).

En 2002, Air Liquide a racheté 687 841 actions (ajustées des 30 701 actions distribuées en juin 2002) pour un montant de 91,5 millions d'euros (soit un cours d'achat moyen de 133,09 euros) et a annulé 1,5 million d'actions. De plus 118 914 actions gratuites lui ont été attribuées au titre des actions achetées avant 2002. Ces rachats d'actions sont à un moindre niveau qu'en 2001 (1 874 863 actions).

Au 31 décembre 2002, le nombre d'actions détenues en propre est de 1 756 471, représentant 1,7 % du capital, pour un prix d'acquisition total de 231,4 millions d'euros (soit un cours d'achat moyen de 131,8 euros).

Engagements de retraites et autres avantages sociaux

Dans le cadre de leur politique sociale, les entités du Groupe prennent des engagements différés à l'égard de leur personnel.

Ces avantages sociaux peuvent être accordés à long terme (par exemple : médailles du travail) ou pour des périodes postérieures à l'emploi (par exemple : indemnités de départ à la retraite, couverture de frais médicaux de retraités).

Ces avantages sont couverts de deux manières :

- par des régimes dits à cotisations définies ;
- par des régimes dits à prestations définies.

Les régimes dits à cotisations définies sont des régimes par lesquels l'employeur s'engage à verser des cotisations régulières. L'engagement de l'employeur se trouve limité au versement des cotisations prévues. L'employeur n'apporte pas de garantie sur le niveau futur des avantages versés au salarié ou au retraité (engagement dit de moyen).

La charge annuelle correspond à la cotisation due au titre d'un exercice qui libère l'employeur de toute obligation ultérieure.

Les régimes dits à prestations définies sont ceux par lesquels l'employeur garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord, le plus souvent en fonction du salaire et de l'ancienneté du salarié (engagement dit de résultat).

Les régimes à prestations définies peuvent :

- soit être financés par des versements à des fonds spécialisés dans la gestion des montants reçus ;
- soit être gérés de manière interne.

L'existence des régimes à prestations définies impose :

- une évaluation des engagements de l'employeur envers ses salariés ;
- une évaluation des actifs donnés en gestion ;
- une évaluation de la charge à comptabiliser annuellement, résultant de l'évolution des obligations et du rendement des fonds placés.

Dans le groupe Air Liquide coexistent des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies.

Ces régimes ont été mis en place dans les différents pays où le Groupe est implanté afin d'assurer au personnel d'Air Liquide les avantages sociaux en phase avec les pratiques habituelles des grandes sociétés opérant dans ces pays.

Les régimes à cotisations définies concernent essentiellement des plans de retraite de L'Air Liquide SA et de ses filiales françaises, les plans 401 K aux États-Unis, certains plans de retraite du Canada.

Les régimes à prestations définies concernent essentiellement :

- les régimes de retraite américains, japonais, suisses et allemands et certains plans canadiens ;
- les indemnités de départ en France, en Italie ;
- les couvertures de soins médicaux des retraités américains et canadiens.

Le Groupe a mis en place une politique de suivi et de contrôle des engagements de retraite et des autres avantages sociaux avec l'assistance d'un actuaire indépendant afin d'assurer la pertinence des hypothèses actuarielles et financières, et la validité des calculs.

Le tableau ci-après décrit au 31 décembre 2002 la situation des différents régimes à prestations définies en place dans le groupe Air Liquide (pour les filiales et les engagements les plus importants).

Régimes à prestations définies

En millions d'euros

	Engagements projetés au 31/12/2002	Valeurs des actifs donnés en gestion au 31/12/2002	Provisions au bilan au 31/12/2002	Écart au 31/12/2002
Europe	386	195	153	(38)
Amériques	377	250	29	(98)
Asie-Pacifique	68	17	52	1
	831	462	234	(135)

Les engagements présentés ci-dessus correspondent à des montants déterminés selon les référentiels internationaux (IAS).

Les hypothèses prises en compte pour les calculs des engagements ont été déterminées par des actuaires indépendants pour chaque pays considéré.

Les hypothèses spécifiques (taux de rotation du personnel, augmentation des salaires) sont fixées société par société.

En application des règles comptables internationales, certains engagements peuvent apparaître comme sous-financés ou sous-provisionnés tout en étant équilibrés ou excédentaires en application des règles en vigueur dans les pays concernés.

Les décisions relatives à la couverture des sous-financements sont propres à chaque plan dans le respect des obligations locales. Les financements complémentaires nécessaires sont généralement réalisés sur plusieurs exercices.

> Charges comptabilisées sur les exercices 2001 et 2002 au titre des retraites et autres avantages sociaux

En millions d'euros

	2001	2002
Régimes à prestations définies	33,2	31,4
Régimes à cotisations définies	57,8	59,2

> L'Air Liquide SA et filiales incluses dans l'accord retraites

La société-mère et certaines filiales françaises accordent :

- aux anciens salariés retraités (4 822 personnes au 31 décembre 2002) et aux salariés de plus de 45 ans ou de plus de vingt ans d'ancienneté au 1^{er} janvier 1996 (1 352 personnes au 31 décembre 2002), un complément de ressources en sus des régimes normaux de retraites, l'ensemble étant défini par rapport au dernier salaire. Ce régime a été fermé le 1^{er} février 1996.

Les sommes allouées annuellement au titre de ces compléments ne peuvent pas dépasser 12 % de la masse salariale ou 12 % du bénéfice avant impôt des sociétés concernées.

Ces pourcentages de 12 % seront réduits, à compter de 2010, en fonction de la diminution annuelle du nombre d'allocataires résultant de la fermeture du régime.

Ces butoirs confèrent au dispositif la nature d'un régime à contributions définies, impliquant la comptabilisation en charges des allocations au fur et à mesure de leur versement, les engagements n'ayant pas pour les sociétés un caractère continu et stable.

La contribution de l'exercice dans les comptes consolidés s'élève à 34,0 millions d'euros (2001 et 2000 : 32,1 et 30,4 millions d'euros respectivement).

Hors effet des butoirs, la valeur actuarielle des contributions annuelles accordées aux ayants droit jusqu'à la disparition du régime s'élèverait, au 31 décembre 2002, à 552 millions d'euros (390 millions d'euros pour les retraités et 162 millions d'euros pour les actifs), soit un total après impôts de 357 millions d'euros.

- aux autres salariés qui n'entrent pas dans le régime précédent (3 747 personnes au 31 décembre 2002), et qui justifient de plus d'un an d'ancienneté, le bénéfice d'un régime externe de capitalisation financé par des contributions des sociétés et des salariés. Pour l'année 2002, les cotisations des sociétés s'élèvent à 5,0 millions d'euros (2001 et 2000 : 5,3 et 4,0 millions d'euros respectivement).

Plans d'options de souscription et d'achats d'actions

La Société a adopté, par décisions du Conseil d'Administration, du Conseil de Surveillance et du Directoire après autorisations de l'Assemblée Générale et sur recommandation du comité de sélection et des rémunérations, des plans attribuant à certains membres du personnel d'encadrement de la Société et de ses filiales dans le monde, y compris les mandataires sociaux, un certain nombre d'options de souscription d'actions.

Ces options ont pour objectif de mobiliser les cadres les plus moteurs de l'entreprise, de fidéliser certains cadres performants et d'associer, dans une perspective à moyen-long terme, ces cadres à l'intérêt des actionnaires.

Ces options sont attribuées à un prix égal à 100 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant leur attribution. Leur durée maximum d'exercice est de dix ans pour les options attribuées avant l'Assemblée Générale du 4 mai 2000 et de sept ans pour les options attribuées depuis cette date. Certaines de ces options sont assorties d'une condition d'objectifs sur une certaine durée.

De plus, en application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2002, dans le cadre des célébrations des

100 ans de la Société, le Directoire, autorisé par le Conseil de Surveillance, a consenti, à titre exceptionnel, dans sa séance du 10 octobre 2002, des options de souscription d'actions au prix unitaire de 128 euros, à tous les salariés de la Société et des sociétés du groupe Air Liquide dont au moins 50 % du capital est détenu directement ou indirectement par la Société, à raison de 20 options de souscription pour les salariés ayant moins de dix ans d'ancienneté en 2002 et 30 options de souscription pour les salariés ayant au moins dix ans d'ancienneté en 2002.

Après examen des réglementations en vigueur en 2002 dans chacun des pays où opère le Groupe, le nombre des options ainsi attribuées s'élève à 769 130 au bénéfice de 31 012 salariés répartis dans 188 sociétés du Groupe implantées dans 56 pays.

Ces options peuvent être exercées dans un délai maximum de sept ans et elles ne peuvent être exercées avant un délai minimum de quatre ans, sauf dispositions contraires imposées par les réglementations en vigueur dans certains pays. Compte tenu des obligations légales locales à remplir, l'opération a été finalisée le 10 octobre 2002.

> Options accordées au cours des dix dernières années

(délai maximum d'exercice des options à compter de leur attribution)

Date d'attribution	Date d'autorisation par l'AGE	Nombre des options attribuées	Prix de souscription (en euros)	Nombre ajusté**	Dont nombre ajusté** attribué aux organes de direction ⁽³⁾	Nombre des options levées	Nombre ajusté** des options restant à lever au 31/12/2002	Prix ajusté** de souscription (en euros)
23/09/1993	19/05/1993	182 500	114,34	268 884	121 035	187 075	81 809	67,75
27/06/1994	19/05/1993	174 700	117,39	260 446	154 594	157 843	102 603	69,52
Année 1995		0		0	0	0	0	
22/05/1996	22/05/1996	105 000	138,73	158 274	68 982	19 470	138 804	90,52
24/09/1997 ⁽¹⁾	22/05/1996	73 000	140,25	8 374	0	0	8 374	100,55
22/01/1998 ⁽²⁾	22/05/1996	20 000	140,25	0	0	0	0	
12/05/1999	12/05/1999	264 300	148,00	317 759	82 948	0	317 759	119,56
07/09/2000	04/05/2000	702 900	142,00	769 664	111 380	0	769 664	126,22
28/08/2001	04/05/2000	5 900	155,00	3 938	0	0	3 938	137,78
14/06/2002	30/04/2002	955 400	168,00	1 063 236	199 137	0	1 063 236	149,33
10/10/2002	30/04/2002	769 130	128,00	769 130	300	0	769 130	128,00
Total		3 252 830		3 619 705	738 376	364 388	3 255 317	

** Ajusté pour tenir compte des augmentations de capital par attribution d'actions gratuites (2002, 2000, 1998, 1996, 1994) et des pertes du droit d'exercice.

(1) Sur les 70 000 options initialement conditionnées essentiellement par l'atteinte d'objectifs de croissance sur 3 ans du résultat net par action, 67 000 ont été annulées en 2001, ces objectifs n'ayant pas été atteints.

(2) La totalité était conditionnée par l'atteinte d'objectifs de croissance sur 3 ans du résultat net par action qui n'ont pas été atteints. Ces options ont été annulées en 2001.

(3) Organes de direction à la date de l'attribution.

Sur l'année 2002, 56 662 options ont été levées au prix moyen de 73,93 euros.

L'encours des options ajustées ainsi attribuées par le Conseil d'Administration, le Conseil de Surveillance et le Directoire dans le cadre des autorisations votées par les Assemblées Générales et non encore levées s'élevait à 3 255 317 options (au prix moyen de

128,71 euros) au 31 décembre 2002, soit 3,23 % des actions composant le capital, dont 404 698 options (au prix moyen de 132,11 euros) attribuées aux membres des organes de direction actuels.

Ces options peuvent être exercées dans un délai maximum de dix ans après leur attribution pour les options attribuées avant le 4 mai 2000 et de sept ans pour les options attribuées depuis cette date.

Les options attribuées entre le 24 septembre 1997 et le 7 septembre 2000 ne peuvent être exercées avant un délai minimum de cinq ans après leur attribution. Les options attribuées depuis le 7 septembre 2000 ne peuvent être exercées avant un délai minimum de quatre ans après leur attribution, délai porté jusqu'au 27 avril 2001 à cinq ans pour les résidents fiscaux français.

À la date du 31 décembre 2002, sur le total des options autorisées par l'Assemblée Générale, 1 180 144 options n'ont pas été attribuées par le Conseil de Surveillance et le Directoire.

> Options attribuées aux dix salariés de la Société L'Air Liquide SA

dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :

	14/06/02	10/10/02	Nombre ajusté ⁽¹⁾
Pierre Dufour	18 000	20	20 271
Jean-Pierre Duprieu	12 000	30	13 531
Laurence Altobell	11 000	30	12 406
Ron LaBarre	11 000	30	12 406
Jean-Marc de Royere	11 000	30	12 406
François Darchis	10 000	30	11 281
John Glen	10 000	20	11 271
Christophe Fontaine	8 000	30	9 031
Alain Combier	6 000	30	6 781
Dominique Maire	6 000	20	6 771

(1) Pour tenir compte de l'augmentation de capital par attribution le 17 juin 2002 d'1 action gratuite pour 8 actions détenues.

> Options levées par les dix salariés de la Société L'Air Liquide SA

dont le nombre d'options levées est le plus élevé :

	Nombre d'options levées	Année d'attribution	Prix moyen (en euros)
Paul du Saillant	7 844	1993, 1994 et 1996	89,96
Ron LaBarre	3 755	1993 et 1994	77,02
Marc Bustarret	3 155	1992 et 1993	73,03
Daniel Deloche	2 536	1994	69,52
Laurent Blamoutier	1 960	1993 et 1994	76,68
Jean-Michel Charles	1 691	1993	67,75
Guy Richard	1 655	1992 et 1993	70,13
Bruno Turpin	1 503	1993	76,22
Bernard Jamonet	1 409	1993	67,75
Jean-Pierre Duprieu	600	1996	101,84

Honoraires des commissaires aux comptes et de leur réseau

Les honoraires comptabilisés en 2002 par le groupe Air Liquide pour les missions confiées aux commissaires aux comptes sont les suivants :

En milliers d'euros	Réseau ERNST & YOUNG	Réseau RSM SALUSTRO REYDEL	Autres réseaux	Total
Missions d'audit				
Commissariat aux comptes	4 142	876	631	5 649
Autres missions d'audit	751	110	39	900
Total des missions d'audit	4 893	986	670	6 549
Autres missions				
Juridiques et fiscales ⁽¹⁾	1 136		172	1 308
Systèmes d'information			9	9
Autres	94		22	116
Total des autres missions	1 230		203	1 433
Total des honoraires	6 123	986	873	7 982

(1) Les missions juridiques et fiscales effectuées par le réseau Ernst & Young concernent essentiellement les filiales à l'étranger.

Rémunération des mandataires sociaux de L'Air Liquide SA

La rémunération brute globale des membres du Directoire de L'Air Liquide SA au titre de l'exercice 2002, pour l'ensemble des sociétés du Groupe, s'élève, y compris avantages en nature, à :

En milliers d'euros	Montants dus au titre de 2002	Montants versés en 2002
Benoît Potier	1 296	985
Jean-Claude Buono	701	595

Une partie de la part fixe et la totalité de la part variable de la rémunération, dues au titre d'un exercice, sont payées l'exercice suivant.

La part variable de la rémunération est essentiellement liée à des objectifs d'évolution des résultats du Groupe. Elle peut représenter plus de 50 % de la rémunération totale à objectifs atteints.

Monsieur Alain Joly, Président-Directeur Général de la Société jusqu'au 14 novembre 2001, a perçu à ce titre en 2002 la somme de 759 k€.

Par ailleurs, un contrat de "rémunération différée" avait été consenti par American Air Liquide (société regroupant l'essentiel des activités du Groupe en Amérique du Nord) à Monsieur Alain Joly le 9 août 1986, dans le cadre de l'acquisition et de l'intégration de la société Big Three par American Air Liquide. Le montant de cette "rémunération différée" était calculé sur la base de l'accroissement de valeur, entre 1986 et fin 1992, d'un certain nombre d'actions "théoriques" d'American Air Liquide, en appliquant un facteur multiplicateur fixe au bénéfice par action le plus élevé des trois derniers exercices se terminant le 31 décembre 1992. La somme éventuelle ainsi arrêtée portait intérêt au taux du "prime" à compter de cette date et le total, incluant les intérêts ainsi cumulés, n'était payable que si l'intéressé ne mettait pas fin à ses fonctions au sein du Groupe jusqu'à son départ en retraite pouvant intervenir à partir de 60 ans à la demande de la Société ou à partir de 62 ans à sa demande. À la suite de son départ en retraite, et en application de ce contrat, American Air Liquide a versé à Monsieur Alain Joly en janvier 2002, la somme de 2 263 455,61 dollars, nette d'impôts retenus à la source (2 562 k€).

Le tableau ci-dessous récapitule les jetons de présence et autres rémunérations versés en 2002 aux membres du Conseil de Surveillance.

En milliers d'euros	
Alain Joly (Président du Conseil de Surveillance)	242 ⁽¹⁾
Édouard de Royere	49
Pierre Bellon	45
Michel Bon	45
Thierry Desmarest	34
Pierre-Gilles de Gennes	30
Sir Christopher Hogg	45
Béatrice Majnoni d'Intignano	19
Lindsay Owen-Jones	38
Edzard Reuter	22
Dennis Weatherstone	42
Emilio de Ybarra Y Churruca	14

(1) Pour M. Joly, il s'agit de sa rémunération au titre de Président du Conseil de Surveillance.

Par ailleurs, à titre de retraites, Monsieur Édouard de Royere et Monsieur Alain Joly ont perçu, en 2002, respectivement 1 484 k€ et 1 010 k€.

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES DE SURVEILLANCE, D'ADMINISTRATION (2000 ET 2001) ET DE DIRECTION

Les rémunérations allouées aux membres des organes de surveillance, d'administration et de direction de la Société à raison de leurs fonctions dans l'ensemble des entreprises consolidées, au titre de chacun des exercices, se montent à :

En millions d'euros	2000	2001	2002
Organes de surveillance et d'administration	0,5	0,4	0,6
Organes de direction	7,3	6,4	5,6
Total	7,8	6,8	6,2

À compter de 2001, les organes de direction de la Société incluent l'intégralité des membres du Directoire et du comité exécutif.

La politique de rémunération des cadres dirigeants tient compte des pratiques du marché. Elle comporte une part variable importante dépendant de l'atteinte d'objectifs de résultats et de la contribution individuelle. Pour les mandataires sociaux, cette part variable est essentiellement liée à des objectifs de croissance des résultats du Groupe. Elle peut représenter plus de 50 % de la rémunération totale à objectifs atteints.

OPTIONS ATTRIBUÉES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Le total des options ajustées, attribuées aux membres du Directoire et restant à lever au 31 décembre 2002, s'élève à :

	Total des options	Prix moyen (en euros)	Dont attribuées	
			En 2002	Au cours des 5 derniers exercices
Benoît Potier	104 075	134,53	56 282	94 876
Jean-Claude Buono	73 031	121,84	28 156	53 698

TRANSACTIONS EFFECTUÉES SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Au cours de l'année 2002, deux mandataires sociaux ont acheté 1 500 actions au prix moyen de 165,03 € et un mandataire social a vendu 1 650 actions au prix moyen de 145,92 €.

Le total des options attribuées au titre des exercices antérieurs et non encore levées par Monsieur Alain Joly, Président du Conseil de Surveillance, s'élève à 176 943 options au prix moyen de 99,68 €.

En 2002, aucune option n'a été levée par les mandataires sociaux.

COMPTES CONSOLIDÉS

exercice clos le 31 décembre 2002

SOMMAIRE >

P. 87 PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION >

P. 89 COMPTE DE RÉSULTAT >

P. 92 BILAN >

P. 94 TABLEAU DE FINANCEMENT >

P. 95 CAPITALS PROPRES –
INTÉRÊTS MINORITAIRES >

P. 96 RÉPARTITION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE >

P. 99 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS >

P. 108 LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES,
EFFECTIFS ET COURS DES DEVISES >

P. 111 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES >

P. 112 DONNÉES CONSOLIDÉES SUR DIX ANS >

P. 114 ÉLÉMENTS ENVIRONNEMENTAUX
ET SOCIAUX DE L'AIR LIQUIDE SA >

Principes et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés du groupe Air Liquide sont établis conformément à la réglementation comptable française en vigueur, et notamment au règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

MÉTHODES DE CONSOLIDATION

> Choix des sociétés et méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont :

- soit l'intégration globale,
- soit l'intégration proportionnelle,
- soit la mise en équivalence.

L'intégration globale

Tous les comptes, tant de l'actif que du passif, sont incorporés poste par poste au bilan de la société mère, avec constatation au passif des droits des actionnaires minoritaires. La même opération est effectuée pour les comptes de résultat.

Sont intégrées globalement les filiales les plus importantes dont le groupe Air Liquide détient plus de 50 % du capital et, suivant certaines conditions prévues par la loi, des participations détenues entre 40 et 50 %.

L'intégration proportionnelle

Cette méthode consiste à intégrer tous les comptes de l'actif, du passif et du résultat d'une société au prorata de la participation détenue par la société mère dans son capital.

Elle est appliquée aux sociétés en nom collectif et partnerships, pour lesquels les produits générés et les charges encourues sont partagés entre les partenaires de manière équivalente à leur pourcentage de contrôle.

La mise en équivalence

La mise en équivalence consiste à retenir l'actif net et le résultat net d'une société au prorata de la participation détenue par la société mère dans son capital.

Cette méthode est appliquée aux principales sociétés dans lesquelles le groupe Air Liquide possède une participation d'au moins 20 %, ainsi qu'à celles dans lesquelles il détient plus de 50 %, mais dont l'importance ne justifie pas une intégration globale.

Autres sociétés

Les sociétés qui ne sont pas consolidées figurent à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique "Titres immobilisés et de participations non consolidées" et ne sont incluses dans les résultats que pour le montant des dividendes reçus.

> Retraitements des comptes sociaux

Opérations internes

Les comptes réciproques entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

Provisions réglementées ou assimilables à des réserves

La variation des provisions réglementées ou assimilables à des réserves est réintégrée dans les résultats de l'exercice. Il s'agit notamment des amortissements dérogatoires, de la provision pour hausse des prix et de la provision pour investissements.

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements constatés dans les comptes consolidés ainsi que sur les différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal.

La majeure partie de ces impôts différés provient :

- de l'excédent des amortissements fiscaux par rapport aux amortissements utilisés pour les comptes consolidés,
- de l'application de la méthode LIFO pour l'évaluation de certains stocks,
- de la constatation de provisions non déductibles immédiatement.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les états financiers des sociétés étrangères sont convertis selon les principes suivants :

- les postes de bilan sont exprimés en euros sur la base des cours officiels de fin d'exercice,
- les postes du compte de résultat et du tableau de financement sont convertis en utilisant pour chaque devise le cours moyen de l'exercice,
- les différences de conversion sont incluses dans les capitaux propres et intérêts minoritaires au poste "Différence de conversion",
- pour les filiales situées dans des pays à forte inflation, le Groupe applique la méthode du cours historique.

MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les comptes consolidés du groupe Air Liquide sont établis à partir de comptes historiques non réévalués.

> Immobilisations incorporelles, corporelles et survaleurs

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur prix de revient d'origine (coût historique). L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire appliquée à la durée d'utilisation estimée, généralement comprise entre 3 et 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les terrains, bâtiments et équipements sont évalués à leur prix de revient d'origine (coût historique).

Le prix de revient exclut les frais financiers intercalaires jusqu'au 31 décembre 1994. Depuis le 1^{er} janvier 1995, le Groupe capitalise les frais financiers intercalaires relatifs aux grands projets industriels d'une durée de construction supérieure à 12 mois. Cette décision a fait suite au développement des investissements du Groupe dans ces grands projets.

Les biens financés par contrat de crédit-bail sont immobilisés et amortis suivant les règles retenues par le Groupe.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire appliquée à la durée d'utilisation estimée :

– constructions	20 ans
– emballages	20 ans
– unités de production	10 à 15 ans
– canalisations	25 à 35 ans
– autres matériels et installations	5 à 15 ans

Écarts d'acquisition (survaleurs)

Pour toutes les sociétés consolidées, l'écart de valeur constaté entre le prix d'acquisition et la part des capitaux propres existant à la date d'entrée dans le portefeuille de la société mère constitue, après affectation, l'écart d'acquisition. Si celui-ci est positif, il est immobilisé à l'actif du bilan consolidé. Lorsqu'il est négatif, il est inscrit au passif dans les provisions pour risques et charges.

Les écarts d'acquisitions actifs représentent soit la valeur d'un fonds de commerce, soit le seul prix de contrôle.

Compte tenu de la nature des acquisitions et des activités du Groupe, l'amortissement des principales survaleurs est pratiqué en linéaire sur des durées généralement de 40 ans pour les activités gaz et de 10 à 20 ans pour les autres activités. Ces survaleurs font, en outre, l'objet d'une réduction de valeur si des modifications substantielles interviennent dans les hypothèses de calcul retenues pour l'évaluation initiale.

Dans des cas exceptionnels (acquisitions financées par augmentation de capital...), cet écart peut être imputé sur les capitaux propres consolidés.

Dépréciations

Lorsque des événements ou modifications de l'environnement ou de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles et des survaleurs, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée visant à ramener leur valeur comptable, soit à leur valeur de marché (valeur vénale), soit à leur valeur d'usage. Cette dernière est calculée sur la base des cash-flows opérationnels futurs représentant la meilleure estimation de l'ensemble des conditions économiques qui existeront pendant la durée d'utilité restant à courir de l'actif.

> Titres immobilisés et de participations non consolidées

Les titres immobilisés et de participations dans les sociétés non consolidées sont retenus pour leur valeur d'inventaire dans les comptes de la société mère et des sociétés intégrées, c'est-à-dire pour leur prix de revient corrigé en cas de dépréciation par une provision calculée en fonction de leur valeur d'usage ou boursière en fin d'exercice.

> Valeurs d'exploitation

Les valeurs d'exploitation sont évaluées au prix de revient ou au prix du marché, si ce dernier est inférieur au prix de revient. Le prix de revient de certains stocks, essentiellement de matériels de soudage, est déterminé en appliquant la méthode LIFO ("Last In First Out"). Pour les autres catégories de stocks, le prix de revient est déterminé selon la méthode FIFO ("First In First Out") ou au coût moyen pondéré.

> Activité ingénierie et construction d'appareils

Les résultats relatifs à cette activité sont pris en compte à l'achèvement des chantiers, et tous les risques connus à la clôture de l'exercice font l'objet de provisions.

> Frais d'innovation (recherche et développement)

Selon la définition de l'OCDE, l'innovation comprend les coûts des activités scientifiques, techniques, de propriété industrielle, d'enseignement et de transmission des connaissances nécessaires pour assurer le développement, la fabrication ou la mise en œuvre, et la commercialisation de produits ou de processus, nouveaux ou améliorés.

Les frais d'innovation sont comptabilisés en charges dans l'exercice où ils sont encourus.

> Retraites et avantages sociaux

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites, de pré-retraites et d'indemnités de départ.

Les méthodes d'évaluation appliquées sont décrites en note (N) des comptes consolidés.

Compte de résultat

Exercice clos le 31 décembre

En millions d'euros	Notes	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	(1) (**)	8 099,5	8 328,3	7 900,4
Coût des ventes, frais généraux et d'innovation	(2)	(6 206,6)	(6 325,5)	(5 925,6)
Dotations aux comptes d'amortissements	(3)	(776,9)	(825,2)	(813,2)
Résultat d'exploitation	(**)	1 116,0	1 177,6	1 161,6
Résultat financier	(4)	(146,9)	(154,1)	(127,2)
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(**)	46,0	44,9	56,0
Autres produits et charges	(5)	(4,3)	(1,2)	(49,6)
Résultat avant impôts		1 010,8	1 067,2	1 040,8
Impôts sur les sociétés courants	(6)	(229,4)	(264,2)	(343,8)
Impôts sur les sociétés différés	(6)	(69,0)	(50,0)	53,6
Résultat après impôts et avant intérêts minoritaires		712,4	753,0	750,6
Part des minoritaires		60,6	51,1	47,4
Résultat net part du Groupe		651,8	701,9	703,2
En euros				
Résultat net par action	(7)	6,40	6,99	7,08

(**) Les contributions par zone géographique sont données pages 96 à 98.

Note (1) > Chiffre d'affaires - Répartition par secteur d'activité

En millions d'euros	2000	en %	2001	en %	2002	en %
Gaz et Services	7 113,6	87,9	7 256,7	87,1	6 887,0	87,2
Groupe AL Welding	439,3	5,4	448,5	5,4	460,1	5,8
Autres activités	310,7	3,8	334,3	4,0	343,4	4,3
Ingénierie/Construction	235,9	2,9	288,8	3,5	209,9	2,7
Total	8 099,5	100,0	8 328,3	100,0	7 900,4	100,0

Le groupe AL Welding fabrique et distribue des matériels et produits consommables de soudage et coupage.

Les autres activités comprennent notamment les activités chimie fine et plongée.

Note (2) > Coût des ventes, frais généraux et d'innovation

En millions d'euros	2000	2001	2002
Achats (variation des stocks incluse)	(3 167,3)	(3 147,7)	(2 688,4)
Frais de personnel	(1 558,0)	(1 603,0)	(1 590,8)
Autres charges d'exploitation	(1 876,1)	(1 872,4)	(1 964,6)
	(6 601,4)	(6 623,1)	(6 243,8)
Produits divers	30,2	31,5	49,5
Production immobilisée	364,6	266,1	268,7
	(6 206,6)	(6 325,5)	(5 925,6)

Les activités d'innovation, selon la définition de l'OCDE, comprennent notamment les activités de recherche et développement.

En 2002, le montant des dépenses d'innovation s'élève à 151,8 millions d'euros dont 92,1 millions d'euros au titre des dépenses de recherche et développement.

En 2001 et 2000, les dépenses d'innovation s'élèvent respectivement à 146,0 et 149,2 millions d'euros dont 90,1 et 95,3 millions d'euros au titre des dépenses de recherche et de développement pour ces deux exercices.

Les autres charges d'exploitation comprennent une dotation aux provisions (nette des reprises) de 34,1 millions d'euros en 2002 contre 10,8 millions d'euros en 2001 et 9,3 millions d'euros en 2000.

Ces provisions concernent principalement les retraites, les indemnités de départ et assimilées, les clients et débiteurs douteux, les risques d'installations de l'activité Ingénierie et la participation du personnel aux résultats de l'entreprise.

Note (3) > Dotations aux comptes d'amortissements

En millions d'euros	2000	2001	2002
Immobilisations incorporelles	(28,0)	(29,7)	(35,4)
Immobilisations corporelles	(714,3)	(758,4)	(740,1)
Survaleurs	(34,6)	(37,1)	(37,7)
	(776,9)	(825,2)	(813,2)

Note (4) > Résultat financier

En millions d'euros	2000	2001	2002
Frais financiers nets	(164,5)	(159,5)	(133,3)
Frais financiers capitalisés	13,2	2,7	4,2
Dividendes	4,4	2,7	1,9
	(146,9)	(154,1)	(127,2)

Note (5) > Autres produits et charges

En millions d'euros	2000	2001	2002
Résultats de réalisations d'actifs	49,1	22,1	8,4
Pertes et profits divers	(18,6)	(23,3)	(19,9)
Provisions exceptionnelles	(34,8)		(38,1)
	(4,3)	(1,2)	(49,6)

Les résultats de réalisations d'actifs sont constitués des plus-values dégagées lors de la réalisation d'éléments de l'actif immobilisé. Il s'agit d'opérations ayant un caractère ordinaire et répétitif.

Les pertes et profits divers comprennent essentiellement les charges et produits exceptionnels sur opérations de gestion et notamment ceux liés à la modification de certaines organisations dans le Groupe, en particulier aux États-Unis en 2001.

En 2000 et en 2002, des provisions complémentaires ont été constituées pour couvrir des risques clients, la standardisation des systèmes d'information du Groupe et des dépréciations exceptionnelles d'actifs.

Note (6) > Impôts sur les sociétés

Rapprochement entre le taux d'impôt applicable et le taux d'impôt effectif moyen :

%	2000	2001	2002
Taux d'impôt applicable	37,3	36,7	36,5
Effet des opérations taxées à taux réduit	(3,5)	(4,2)	(2,9)
Effet des reports variables	(0,1)	(0,1)	(1,1)
Effet des différences permanentes et autres	(2,8)	(1,7)	(3,0)
Taux d'impôt effectif moyen	30,9	30,7	29,5

Le taux d'impôt applicable est déterminé par la taxation théorique des résultats réalisés dans chaque pays au taux d'imposition de base en vigueur dans chacun d'entre eux.

Le taux d'impôt effectif moyen est égal à :

(impôts courants et différés) / (résultat avant impôts diminué des résultats des sociétés mises en équivalence)

En France, L'Air Liquide SA a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Ce régime s'applique à toutes les filiales françaises répondant aux critères d'option.

Les filiales étrangères retiennent des options similaires lorsque les législations locales le permettent.

Note (7) > Résultat net par action - Effet dilutif des options de souscription d'actions

	2000	2001	2002
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	651,8	701,9	703,2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ⁽¹⁾	101 793 772	100 453 605	99 311 656
Effet dilutif des options de souscription d'actions	1 205 332	1 507 351	2 159 106
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	102 999 104	101 960 956	101 470 762
Résultat net par action (en euros) ⁽²⁾	6,40	6,99	7,08
Résultat net dilué par action (en euros) ⁽³⁾	6,33	6,88	6,93

(1) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'année est calculé sous déduction des actions propres ; le nombre d'actions pour les exercices 2000 et 2001 a été ajusté compte tenu de l'attribution, en 2002, d'une action gratuite pour huit détenues.

(2) Le résultat net par action des exercices 2000 et 2001 a été ajusté compte tenu de l'attribution, en 2002, d'une action gratuite pour huit détenues.

(3) Effet calculé après prise en compte des options de souscription d'actions accordées au 31 décembre dans l'hypothèse où ces actions seraient intégralement levées.

Le Groupe n'a émis aucun autre instrument financier qui amènerait une dilution supplémentaire du résultat net par action.

Bilan

Exercice clos le 31 décembre

> ACTIF

En millions d'euros	Notes	2000	2001	2002
Immobilisations incorporelles, corporelles et survaleurs				
Immobilisations incorporelles	(A)	295,9	352,5	449,3
moins : Amortissements		(179,5)	(204,7)	(244,2)
		116,4	147,8	205,1
Immobilisations corporelles	(B)	13 621,9	14 374,2	13 696,5
moins : Amortissements		(6 818,0)	(7 495,1)	(7 542,5)
	(2)	6 803,9	6 879,1	6 154,0
Survaleurs	(C)	1 105,3	1 276,1	1 308,6
moins : Amortissements		(361,5)	(404,9)	(408,0)
		743,8	871,2	900,6
		7 664,1	7 898,1	7 259,7
Immobilisations financières				
Prêts à plus d'un an, dépôts et cautionnements, clients à plus d'un an		111,0	143,4	149,8
Titres mis en équivalence	(1) (D)	295,8	303,0	313,4
Titres immobilisés et de participations non consolidées	(E)	183,5	208,4	111,1
		590,3	654,8	574,3
Total des valeurs immobilisées	(2)	8 254,4	8 552,9	7 834,0
Valeurs d'exploitation	(F)	624,3	633,6	563,0
Valeurs réalisables à court terme ou disponibles				
Clients et effets à recevoir	(G)	1 970,1	1 915,4	1 848,4
Autres débiteurs, comptes de régularisation actif, avances sur commandes d'exploitation	(G)	348,6	352,7	360,0
Prêts à moins d'un an	(I)	57,6	130,7	46,5
Titres de placement	(I)	66,4	242,6	41,4
Banques	(I)	187,3	226,6	265,7
		2 630,0	2 868,0	2 562,0
Total de l'actif circulant		3 254,3	3 501,6	3 125,0
Total de l'actif		11 508,7	12 054,5	10 959,0

(1) Les contributions aux capitaux propres et résultats consolidés par zone géographique sont données pages 96 à 98.

(2) Une répartition par zone géographique est donnée pages 96 à 98.

> PASSIF

En millions d'euros	Notes	2000	2001	2002
Capitaux propres				
Capital		1 005,7	999,0	1 109,0
Primes		337,8	259,2	12,1
Réserves		3 497,8	3 758,1	3 626,4
Titres propres		(207,2)	(364,9)	(231,4)
Résultat de l'exercice		651,8	701,9	703,2
	(3)	5 285,9	5 353,3	5 219,3
Intérêts minoritaires	(3)	357,5	323,0	232,8
Provisions et impôts différés	(H)	1 205,1	1 316,2	1 170,9
Dettes à long et moyen terme	(I)	2 414,5	2 753,4	2 289,2
Total des capitaux permanents		9 263,0	9 745,9	8 912,2
Dettes à court terme				
Fournisseurs et effets à payer		957,5	877,4	834,8
Autres dettes, comptes de régularisation passif		1 111,1	1 001,2	1 125,3
Emprunts à moins d'un an	(I)	177,1	430,0	86,7
Total du passif circulant		2 245,7	2 308,6	2 046,8
Total du passif		11 508,7	12 054,5	10 959,0
Engagements donnés hors bilan	(K)			

(3) Un détail de l'évolution des capitaux propres et intérêts minoritaires est donné page 95.

Tableau de financement

Exercice clos le 31 décembre

En millions d'euros	2000	2001	2002
Résultat net part du Groupe	651,8	701,9	703,2
Part des minoritaires	60,6	51,1	47,4
Amortissements	776,9	825,2	813,2
Impôts différés	69,0	50,0	[53,6]
Variation des provisions	14,7	10,6	18,4
Résultat des mises en équivalence (net des dividendes reçus)	(8,7)	(11,4)	[14,5]
Autofinancement	1 564,3	1 627,4	1 514,1
Distributions :			
- L'Air Liquide SA	(247,9)	(317,9)	[366,1]
- Minoritaires	(38,8)	(37,4)	[29,6]
Investissements industriels	(910,2)	(769,8)	[632,8]
Investissements financiers	(104,8)	(332,4)	[306,9]
Cessions d'actifs industriels et financiers	83,0	146,7	59,0
Autres valeurs immobilisées et divers ⁽¹⁾	106,7	(119,0)	5,5
Variation du besoin en fonds de roulement	(95,5)	(139,4)	182,8
Solde avant financement	356,8	58,2	426,0
Augmentations de capital en numéraire	3,6	47,7	3,4
Achats de titres propres	(104,9)	(289,9)	[91,5]
Incidence des variations monétaires	(83,5)	(79,5)	194,4
Endettement net d'ouverture des sociétés nouvellement intégrées	(19,6)	(39,7)	28,9
Variation de l'endettement net	152,4	(303,2)	561,2
Endettement net au début de l'exercice	(2 432,7)	(2 280,3)	(2 583,5)
Endettement net à la fin de l'exercice	(2 280,3)	(2 583,5)	(2 022,3)
Détermination de l'endettement net :			
Prêts à moins d'un an	57,6	130,7	46,5
Titres de placement	66,4	242,6	41,4
Banques	187,3	226,6	265,7
Dettes à long et moyen terme	(2 414,5)	(2 753,4)	(2 289,2)
Emprunts à moins d'un an	(177,1)	(430,0)	[86,7]
Endettement net	(2 280,3)	(2 583,5)	(2 022,3)

(1) Pour l'exercice 2000, les montants correspondent pour l'essentiel aux encaissements liés à la cession des instruments de couverture de taux et de change mis en place initialement pour le financement de l'Offre Publique d'Achat du groupe BOC.
Pour l'exercice 2001, les montants correspondent principalement au décaissement des sommes dues au titre des plans de retraites internes des filiales espagnoles.

Capitaux propres – Intérêts minoritaires

En millions d'euros

	Capital	Primes	Réserves et résultats	Différence de conversion	Titres propres	Capitaux propres	Intérêts minoritaires
Capitaux propres et intérêts minoritaires au 31 décembre 1999	911,5	428,1	3 788,8	(99,3)	(102,3)	4 926,8	344,7
Augmentations (réductions) de capital en numéraire	0,6	3,3				3,9	(0,3)
Augmentation de capital par incorporation de primes et de réserves	93,6	(93,6)				0,0	
Prélèvement des frais d'augmentation de capital			(1,3)			(1,3)	
Distributions			(247,9)			(247,9)	(38,8)
Variation de la différence de conversion				115,0		115,0	
Variation des titres propres					(104,9)	(104,9)	
Retraites (Espagne)			(51,6)			(51,6) ⁽⁴⁾	(0,1) ⁽⁴⁾
Divers			(5,9)			(5,9) ⁽²⁾	(8,6) ⁽³⁾
Résultat 2000			651,8			651,8	60,6
Capitaux propres et intérêts minoritaires au 31 décembre 2000	1 005,7	337,8	4 133,9	15,7	(207,2)	5 285,9	357,5
Augmentations (réductions) de capital en numéraire	4,3	42,6				46,9	0,8
Distributions			(317,9)			(317,9)	(37,4)
Variation de la différence de conversion				(70,3)		(70,3)	(9,1)
Annulation de titres propres	(11,0)	(121,2)			132,2	0,0	
Achats de titres propres					(289,9)	(289,9)	
Divers			(3,3)			(3,3) ⁽²⁾	(39,9) ⁽³⁾
Résultat 2001			701,9			701,9	51,1
Capitaux propres et intérêts minoritaires au 31 décembre 2001	999,0	259,2	4 514,6	(54,6)	(364,9)	5 353,3	323,0
Augmentations (réductions) de capital en numéraire	0,6	3,6				4,2	1,1
Attribution d'actions gratuites	125,9	(42,0)	(83,9)			0,0	
Distributions			(366,1)			(366,1)	(29,6)
Variation de la différence de conversion				(374,2)		(374,2)	(34,3)
Annulation de titres propres	(16,5)	(208,7)			225,2	0,0	
Achats de titres propres					(91,5)	(91,5)	
Divers			(9,4)		(0,2)	(9,6) ⁽²⁾	(74,8) ⁽³⁾
Résultat 2002			703,2			703,2	47,4
Capitaux propres et intérêts minoritaires au 31 décembre 2002⁽¹⁾	1 109,0	12,1	4 758,4	(428,8) (**) (***)	(231,4)	5 219,3	232,8

(**) La différence de conversion au titre de la zone euro s'élève à (181,7) millions d'euros au 31 décembre 2002. Le principal changement depuis le 1^{er} janvier 1999 concerne l'entrée de la Grèce dans la zone euro.

(***) Dont (132,0) millions d'euros résultant de la dévaluation du peso argentin.

(1) Le capital au 31 décembre 2002 se compose de 100 818 441 actions au nominal de 11 euros. Au cours de l'exercice, les mouvements ayant affecté le capital sont les suivants :

- création de 56 662 actions en numéraire résultant de levées d'options,
- création de 11 440 296 actions en numéraire résultant de l'attribution d'une action gratuite pour huit actions anciennes,
- réduction de capital par annulation de 1 500 000 actions détenues en propre.

Le nombre de titres propres détenus au 31 décembre 2002 s'élève à 1 756 471 (dont 1 729 530 détenus par L'Air Liquide SA).

Au cours de l'exercice, les mouvements ayant affecté les titres propres sont les suivants :

- annulation de 1 500 000 titres,
- acquisition de 687 841 titres au cours moyen de 133,1 euros.

(2) Ce montant comprend notamment les précomptes payés par certaines filiales (montants faisant partie du précompte mobilier auquel est assujettie la distribution de L'Air Liquide SA).

(3) Ce montant correspond principalement à des effets de périmètre (en 2002, essentiellement le rachat des minoritaires d'Air Liquide Japan et en 2001, rachat des minoritaires d'Hede Nielsen au Danemark et de VitalAire au Canada).

(4) La législation espagnole a imposé l'externalisation, au 31 décembre 2000, des sommes payables au titre des plans de retraites internes aux entreprises, quelle que soit la nature de ces régimes. En conséquence, les filiales espagnoles du groupe Air Liquide ont constaté au 31 décembre 2000 les montants cumulés dus aux compagnies d'assurances, soit 79,5 millions d'euros, par prélèvement sur la situation nette d'un montant de 51,7 millions d'euros après constatation d'impôts différés d'un montant de 27,8 millions d'euros. Les montants dus ont été payés en janvier 2001.

Répartition par zone géographique

2002

> Compte de résultat

En millions d'euros	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie- Pacifique	Afrique	Total	
Chiffre d'affaires							
Gaz et Services	1 465,2	2 113,5	2 226,4	962,2	119,7	6 887,0	
Groupe AL Welding	176,2	283,9				460,1	
Autres activités	222,8	38,4	75,0	7,2		343,4	
<i>Sous total hors Ingénierie/Construction</i>	<i>1 864,2</i>	<i>2 435,8</i>	<i>2 301,4</i>	<i>969,4</i>	<i>119,7</i>	<i>7 690,5</i>	
Ingénierie/Construction	66,6	34,7	41,3	46,6	20,7	209,9	
Total	1 930,8	2 470,5	2 342,7	1 016,0	140,4	7 900,4	
Résultat d'exploitation							
Gaz et Services	303,0	449,3	308,9	121,6	22,6	1 205,4	
Autres	56,3	31,6	1,7	5,8		95,4	
Centres de recherche/corporate					(139,2)	(139,2)	
Total	359,3	480,9	310,6	127,4	22,6	(139,2)	1 161,6
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	10,2	4,4	1,4	33,1	6,9		56,0

> Bilan

Immobilisations corporelles nettes	863,1	2 061,1	2 411,5	730,8	87,5		6 154,0
Titres mis en équivalence	56,2	27,7	28,1	160,7	40,7		313,4
Actifs immobilisés	1 251,4	2 564,4	2 709,2	1 156,9	152,1		7 834,0

> Base pro forma

<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>1 930,8</i>	<i>2 470,5</i>	<i>2 342,7</i>	<i>1 133,7</i>	<i>140,4</i>		<i>8 018,1</i>
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>359,3</i>	<i>480,9</i>	<i>310,6</i>	<i>155,2</i>	<i>22,6</i>	<i>(139,2)</i>	<i>1 189,4</i>

Notes :

- L'information sectorielle a été adaptée afin de correspondre à la structure de gestion du Groupe et au système d'information financière interne.
Les données relatives à l'exercice 2000 ont été recalculées afin d'assurer la comparabilité avec 2001 et 2002.

- La répartition du chiffre d'affaires est donnée par zone de production (origine) à l'exception de l'activité Ingénierie (répartition par pays de destination).

- Le groupe AL Welding fabrique et distribue des matériels et produits consommables de soudage et coupage.

Les autres activités comprennent notamment les activités chimie fine et plongée.

- Base pro forma incluant 50 % du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation des sociétés SOXAL (Singapour) et HKOAC (Hong Kong), filiales mises en équivalence par la SOAEO.

2001

> Compte de résultat

En millions d'euros	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie- Pacifique	Afrique	Total
Chiffre d'affaires						
Gaz et Services	1 481,5	2 024,3	2 580,5	1 072,1	98,3	7 256,7
Groupe AL Welding	166,4	282,1				448,5
Autres activités	205,9	37,7	82,1	8,6		334,3
<i>Sous total hors Ingénierie/Construction</i>	<i>1 853,8</i>	<i>2 344,1</i>	<i>2 662,6</i>	<i>1 080,7</i>	<i>98,3</i>	<i>8 039,5</i>
Ingénierie/Construction	84,1	61,7	52,8	83,4	6,9	288,9
Total	1 937,9	2 405,8	2 715,4	1 164,1	105,2	8 328,4

Résultat d'exploitation

Gaz et Services	317,8	417,4	330,9	134,1	24,0		1 224,2
Autres	54,4	33,0	3,0	1,6			92,0
Centres de recherche/corporate						(138,6)	(138,6)
Total	372,2	450,4	333,9	135,7	24,0	(138,6)	1 177,6

Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

	5,5	1,7	(0,1)	31,7	6,1		44,9
--	-----	-----	-------	------	-----	--	-------------

> Bilan

Immobilisations corporelles nettes	890,5	2 097,9	3 032,3	811,7	46,7		6 879,1
Titres mis en équivalence	50,4	24,4	21,4	184,6	22,2		303,0
Actifs immobilisés	1 250,7	2 590,8	3 366,9	1 208,7	135,8		8 552,9

> Base pro forma

<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>1 937,9</i>	<i>2 405,8</i>	<i>2 715,4</i>	<i>1 287,1</i>	<i>105,2</i>		<i>8 451,4</i>
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>372,2</i>	<i>450,4</i>	<i>333,9</i>	<i>165,0</i>	<i>24,0</i>	<i>(138,6)</i>	<i>1 206,9</i>

Notes :

- L'information sectorielle a été adaptée afin de correspondre à la structure de gestion du Groupe et au système d'information financière interne. Les données relatives à l'exercice 2000 ont été recalculées afin d'assurer la comparabilité avec 2001 et 2002.
- La répartition du chiffre d'affaires est donnée par zone de production (origine) à l'exception de l'activité Ingénierie (répartition par pays de destination).
- Le groupe AL Welding fabrique et distribue des matériels et produits consommables de soudage et coupage. Les autres activités comprennent notamment les activités chimie fine et plongée.
- Base pro forma incluant 50 % du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation des sociétés SOXAL (Singapour) et HKOAC (Hong Kong), filiales mises en équivalence par la SOAEO.

2000

> Compte de résultat

En millions d'euros	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie- Pacifique	Afrique	Total
Chiffre d'affaires						
Gaz et Services	1 446,2	1 876,1	2 590,4	1 101,5	99,4	7 113,6
Groupe AL Welding	164,4	274,9				439,3
Autres activités	186,0	35,3	79,5	9,9		310,7
<i>Sous total hors Ingénierie/Construction</i>	<i>1 796,6</i>	<i>2 186,3</i>	<i>2 669,9</i>	<i>1 111,4</i>	<i>99,4</i>	<i>7 863,6</i>
Ingénierie/Construction	77,2	30,0	18,0	106,0	4,7	235,9
Total	1 873,8	2 216,3	2 687,9	1 217,4	104,1	8 099,5
Résultat d'exploitation						
Gaz et Services	320,7	373,5	310,5	135,7	23,8	1 164,2
Autres	48,5	29,3	5,0	4,0		86,8
Centres de recherche/corporate						(135,0) (135,0)
Total	369,2	402,8	315,5	139,7	23,8	(135,0) 1 116,0
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence						
	8,1	1,7	(1,8)	32,7	5,3	46,0

> Bilan

Immobilisations corporelles nettes	870,0	2 037,9	3 077,1	767,1	51,8	6 803,9
Titres mis en équivalence	56,5	24,0	23,6	172,9	18,8	295,8
Actifs immobilisés	1 206,3	2 394,4	3 383,8	1 194,7	75,2	8 254,4

> Base pro forma

<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>1 873,8</i>	<i>2 216,3</i>	<i>2 687,9</i>	<i>1 317,6</i>	<i>104,1</i>	<i>8 199,7</i>
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>369,2</i>	<i>402,8</i>	<i>315,5</i>	<i>164,5</i>	<i>23,8</i>	<i>(135,0) 1 140,8</i>

Notes :

- L'information sectorielle a été adaptée afin de correspondre à la structure de gestion du Groupe et au système d'information financière interne. Les données relatives à l'exercice 2000 ont été recalculées afin d'assurer la comparabilité avec 2001 et 2002.
- La répartition du chiffre d'affaires est donnée par zone de production (origine) à l'exception de l'activité Ingénierie (répartition par pays de destination).
- Le groupe AL Welding fabrique et distribue des matériels et produits consommables de soudage et coupage. Les autres activités comprennent notamment les activités chimie fine et plongée.
- Base pro forma incluant 50 % du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation des sociétés SOXAL (Singapour) et HKOAC (Hong Kong), filiales mises en équivalence par la SOAEO.

Notes annexes aux états financiers

Note (A) > Immobilisations incorporelles

En millions d'euros

<i>Valeurs brutes</i>	Au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Effet de change	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 décembre
2001						
Frais d'établissement	45,1	1,4	(2,8)		(5,4)	38,3
Charges différées	15,6	35,1	(0,1)	0,2	(3,5)	47,3
Fonds de commerce	17,1	1,2		0,2	0,8	19,3
Autres immobilisations incorporelles	218,1	21,1	(2,4)	(1,9)	12,7	247,6
Total	295,9	58,8	(5,3)	(1,5)	4,6	352,5
2002						
Frais d'établissement	38,3	0,6		(1,0)	1,1	39,0
Charges différées	47,3	57,1	(8,3)	(0,5)	(6,4)	89,2
Fonds de commerce	19,3	1,3	(0,5)	(0,2)	5,9	25,8
Autres immobilisations incorporelles	247,6	21,6	(6,3)	(9,3)	41,7	295,3
Total	352,5	80,6	(15,1)	(11,0)	42,3	449,3

En millions d'euros

<i>Amortissements</i>	Au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Effet de change	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 décembre
2001						
Frais d'établissement	34,1	6,4	(2,8)	(0,9)	(0,1)	36,7
Fonds de commerce	7,4	2,1		0,1	0,4	10,0
Autres immobilisations incorporelles	138,0	21,2	(1,4)	(1,1)	1,3	158,0
Total	179,5	29,7	(4,2)	(1,9)	1,6	204,7
2002						
Frais d'établissement	36,7	10,2		(1,5)	(10,3)	35,1
Fonds de commerce	10,0	3,0	(0,5)		1,4	13,9
Autres immobilisations incorporelles	158,0	22,2	(3,5)	(5,8)	24,3	195,2
Total	204,7	35,4	(4,0)	(7,3)	15,4	244,2

(1) Les autres variations concernent essentiellement des reclassements de poste à poste entre les valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles, et les amortissements, ainsi que les effets liés aux mouvements de périmètre.

Les charges différées sont constituées de frais de constitution ou d'augmentation de capital ainsi que de certains frais de développement informatique ; elles sont amorties sur une durée généralement comprise entre 3 et 5 ans.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les concessions, logiciels, licences et brevets acquis et certains frais de développement informatique ; elles sont amorties selon leur durée d'utilisation ou de protection.

Les investissements industriels indiqués dans le tableau de financement correspondent aux augmentations des immobilisations incorporelles et corporelles corrigées de la variation du solde des fournisseurs d'immobilisations entre l'ouverture et la clôture d'un exercice.

Note (B) > Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont essentiellement utilisées dans l'activité gaz.

En millions d'euros

<i>Valeurs brutes</i>	Au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Effet de change	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 décembre
2001						
Terrains	207,6	1,2	(6,2)	(3,8)	18,8	217,6
Constructions	789,1	10,8	(23,2)	(8,5)	50,6	818,8
Matériel, emballages	12 162,9	236,6	(124,0)	16,1	625,4	12 917,0
Total des immobilisations corporelles en service	13 159,6	248,6	(153,4)	3,8	694,8	13 953,4
Immobilisations corporelles en cours	462,3	469,7	(1,0)	(4,8)	(505,4)	420,8
Total des immobilisations corporelles	13 621,9	718,3	(154,4)	(1,0)	189,4	14 374,2
2002						
Terrains	217,6	1,0	(7,7)	(14,1)	(3,9)	192,9
Constructions	818,8	4,1	(10,3)	(57,0)	17,6	773,2
Matériel, emballages	12 917,0	179,0	(125,7)	(1 075,8)	510,4	12 404,9
Total des immobilisations corporelles en service	13 953,4	184,1	(143,7)	(1 146,9)	524,1	13 371,0
Immobilisations corporelles en cours	420,8	368,2	(1,0)	(31,6)	(430,9)	325,5
Total des immobilisations corporelles	14 374,2	552,3	(144,7)	(1 178,5)	93,2	13 696,5

En millions d'euros

<i>Amortissements</i>	Au 1 ^{er} janvier	Augmentation ⁽²⁾	Diminution	Effet de change	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 décembre
2001						
Constructions	410,2	31,9	(6,8)	(7,9)	5,8	433,2
Matériel, emballages	6 407,8	736,7	(106,2)	(19,8)	43,4	7 061,9
Total des immobilisations corporelles en service	6 818,0	768,6	(113,0)	(27,7)	49,2	7 495,1
2002						
Constructions	433,2	32,1	(6,5)	(32,4)	(3,3)	423,1
Matériel, emballages	7 061,9	717,1	(113,5)	(558,9)	12,8	7 119,4
Total des immobilisations corporelles en service	7 495,1	749,2	(120,0)	(591,3)	9,5	7 542,5

(1) Les autres variations concernent essentiellement des reclassements de poste à poste entre les valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles, et les amortissements, ainsi que les effets liés aux mouvements de périmètre.

(2) Les dotations aux comptes d'amortissement des immobilisations corporelles (note (3)) correspondent aux flux d'augmentation des amortissements corrigés des reprises de subventions d'investissement.

Les investissements industriels indiqués dans le tableau de financement correspondent aux augmentations des immobilisations incorporelles et corporelles corrigées de la variation du solde des fournisseurs d'immobilisations entre l'ouverture et la clôture d'un exercice.

Note (C) > Survaleurs

En millions d'euros

<i>Valeurs brutes</i>	Au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Effet de change	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 décembre
2000	1 046,6	43,5		22,5	(7,3)	1 105,3
2001	1 105,3	168,8	(4,0)	15,6	(9,6)	1 276,1
2002	1 276,1	106,3		(60,9)	(12,9)	1 308,6

L'augmentation des survaleurs provient essentiellement :

- en 2001, de l'acquisition d'Air Liquide Austria (Autriche) et des rachats des minoritaires d'Hede Nielsen (Danemark) et de VitalAire ARS (Canada),
- en 2002, du rachat des minoritaires d'Air Liquide Japan (Japon).

En 1994, un écart d'acquisition a été directement imputé sur les capitaux propres du Groupe. L'impact net au 31 décembre 2002 s'élève à 132,6 millions d'euros (136,9 millions d'euros au 31 décembre 2001 et 141,2 millions d'euros au 31 décembre 2000), sans incidence significative sur les résultats nets des exercices présentés.

En millions d'euros

<i>Amortissements</i>	Au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Effet de change	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 décembre
2000	318,2	34,6	(0,6)	5,8	3,5	361,5
2001	361,5	37,1	(3,3)	4,8	4,8	404,9
2002	404,9	37,7	(0,5)	(21,2)	(12,9)	408,0

(1) Les autres variations concernent essentiellement des reclassements entre les valeurs brutes et les amortissements.

Note (D) > Titres mis en équivalence

En millions d'euros

<i>Titres mis en équivalence</i>	Au 1 ^{er} janvier	Résultats	Dividendes versés	Effet de change	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 décembre
2000	245,8	46,0	(37,3)	15,5	25,8	295,8
2001	295,8	44,9	(33,5)	1,3	(5,5)	303,0
2002	303,0	56,0	(41,5)	(33,3)	29,2	313,4

(1) Les autres variations correspondent principalement aux impacts du périmètre : intégration de Messer Égypte en 2002 et impact de la prise de participation complémentaire de Séchilienne dans Sidec en 2000.

En millions d'euros

<i>Quote-part des titres mis en équivalence au 31 décembre 2002</i>	Quote-part dans les résultats	Quote-part dans les capitaux propres	Pour information : quote-part d'endettement net
France	10,2	56,2	12,3
Europe (hors France)	4,4	27,7	12,3
Amériques	1,4	28,1	44,6
Asie-Pacifique	33,1	160,7	54,2
Afrique	6,9	40,7	15,9
Total	56,0	313,4	139,3

Note (E) > Titres immobilisés et de participations non consolidées

En millions d'euros	2000	2001	2002
France	74,1	66,1	44,2
Europe (hors France)	13,9	20,4	17,9
Amériques	22,7	18,5	16,0
Asie-Pacifique	72,8	40,1	33,0
Afrique	0,0	63,3	0,0
Total	183,5	208,4	111,1

Ce poste regroupe principalement :

pour la France :

– des titres Arcelor (ex-Usinor) représentant 0,12 % du capital de cette société au 31 décembre 2002, pour une valeur d'acquisition de 8,9 millions d'euros. Au 31 décembre 2001, le Groupe détenait 0,96 % (soit 2 427 242 titres) du capital d'Usinor et a procédé, au cours de l'exercice 2002, à la vente de 1 800 000 titres de sa participation. La valorisation boursière de la participation restante au 31 décembre 2002 s'élève à 7,6 millions d'euros,

– des parts du fonds commun de placement Air Liquide Ventures pour un montant de 19,9 millions d'euros au 31 décembre 2002.

pour l'Afrique :

– au 31 décembre 2001, les titres Fedgas (Pty) Ltd, d'une valeur de 63,3 millions d'euros étaient non consolidés dans l'attente de l'autorisation de la commission de la concurrence sud-africaine. Cet accord a été donné le 23 janvier 2002 ; la société Fedgas (Pty) Ltd a, de ce fait, été consolidée dans le groupe Air Liquide en 2002.

Les autres titres immobilisés et de participations non consolidées sont non significatifs individuellement.

Note (F) > Valeurs d'exploitation

En millions d'euros	2000	2001	2002
Matières premières et autres approvisionnements	175,8	179,1	155,7
Produits intermédiaires et finis	392,6	402,0	352,7
En cours de production (essentiellement Ingénierie et Construction)	239,1	211,2	162,5
Dépréciations	(38,6)	(43,4)	(52,6)
	768,9	748,9	618,3
Avances reçues sur commandes en cours	(144,6)	(115,3)	(55,3)
Net au bilan	624,3	633,6	563,0

La réserve LIFO s'élève à 17,8 millions d'euros en 2002 (21,9 millions d'euros en 2001 et 27,9 millions d'euros en 2000).

Note (G) > Clients et débiteurs divers

En millions d'euros	2000	2001	2002
Clients et effets à recevoir	2 047,3	1 999,2	1 941,7
Dépréciations	(77,2)	(83,8)	(93,3)
Net au bilan	1 970,1	1 915,4	1 848,4
Autres débiteurs, comptes de régularisation actif, avances sur commandes d'exploitation	355,6	355,8	364,5
Dépréciations	(7,0)	(3,1)	(4,5)
Net au bilan	348,6	352,7	360,0

Certaines filiales ont des programmes permanents de cessions sans recours de créances clients. Au 31 décembre 2002, les montants cédés et déduits des comptes clients s'élèvent à 162,7 millions d'euros (218,1 millions d'euros en 2001 et 201,4 millions d'euros en 2000).

Note (H) > Provisions et impôts différés

En millions d'euros

	Au 1 ^{er} janvier	Dotations	Reprises	Effet de change	Autres variations	Au 31 décembre
2001						
Impôts différés actifs	(228,8)	(35,9)	10,6	0,8	4,1	(249,2)
Impôts différés passifs	893,8	85,7	(10,4)	14,3	(15,7)	967,7
Impôts différés	665,0	49,8	0,2	15,1	(11,6)	718,5
Retraites, indemnités de départ et assimilées	256,0	16,4	(21,4)	(3,0)	5,6	253,6
Provisions sur l'activité Ingénierie et Construction	58,7	35,0	(43,5)	0,6	(0,7)	50,1
Écart d'acquisition passif ⁽¹⁾					47,0	47,0
Autres risques et charges ⁽²⁾	135,9	57,1	(38,8)	(2,1)	9,9	162,0
Subventions d'investissements et produits différés long terme	81,7	5,7	(10,2)		(0,1)	77,1
Participation du personnel aux résultats de l'entreprise	7,8	7,9	(7,8)			7,9
Provisions	540,1	122,1	(121,7)	(4,5)	61,7	597,7
Total	1 205,1	171,9	(121,5)	10,6	50,1	1 316,2

2002

Impôts différés actifs	(249,2)	(88,7)	4,2	5,9	29,9	(297,9)
Impôts différés passifs	967,7	37,5	(6,6)	(77,6)	(32,7)	888,3
Impôts différés	718,5	(51,2)	(2,4)	(71,7)	(2,8)	590,4
Retraites, indemnités de départ et assimilées	253,6	16,0	(20,4)	(10,6)	(4,6)	234,0
Provisions sur l'activité Ingénierie et Construction	50,1	28,6	(30,1)	(1,0)	(2,6)	45,0
Écart d'acquisition passif ⁽¹⁾	47,0	(5,3)		(2,0)	7,9	47,6
Autres risques et charges ⁽²⁾	162,0	76,9	(49,3)	(4,8)	(8,7)	176,1
Subventions d'investissements et produits différés long terme	77,1	2,5	(9,1)		(0,1)	70,4
Participation du personnel aux résultats de l'entreprise	7,9	7,4	(7,9)			7,4
Provisions	597,7	126,1	(116,8)	(18,4)	(8,1)	580,5
Total	1 316,2	74,9	(119,2)	(90,1)	(10,9)	1 170,9

(1) En 2001 et 2002, le montant correspond à l'écart d'acquisition négatif dégagé lors du rachat des filiales du groupe Messer Griesheim GmbH en Argentine et au Brésil.

(2) Le poste Autres risques et charges inclut les provisions pour risques et litiges industriels et fiscaux identifiés ainsi que les coûts des mesures d'adaptation des organisations.

La variation des provisions indiquée dans le tableau de financement correspond aux mouvements nets des dotations et reprises de provisions ci-dessus, corrigés des reprises de subventions d'investissement, ces dernières apparaissant en déduction des comptes de dotations aux amortissements des immobilisations corporelles.

Le Groupe n'a actuellement connaissance d'aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter ou d'avoir affecté substantiellement dans un passé récent, son patrimoine, sa situation financière ou ses résultats.

Note (I) > Endettement

>> Endettement net

En millions d'euros	2000	2001	2002
Dettes à long et moyen terme	2 414,5	2 753,4	2 289,2
Dettes à court terme (dont long terme arrivant à échéance) ⁽¹⁾	177,1	430,0	86,7
Endettement brut	2 591,6	3 183,4	2 375,9
Prêts à moins d'un an, titres de placements et banques ⁽¹⁾	(311,3)	(599,9)	(353,6)
Endettement net	2 280,3	2 583,5	2 022,3

(1) Au 31 décembre 2001, l'endettement brut inclut un excédent temporaire de billets de trésorerie, remplacé en trésorerie pour un montant de 233 millions d'euros. Cet excédent, remboursé en janvier 2002, résulte de l'émission EMTN du 28 décembre 2001. Cette opération est sans impact sur l'endettement net.

>> Échéancier des dettes à long et moyen terme au 31 décembre 2002

(après prise en compte des lignes de crédit confirmées non utilisées prises pour couvrir les programmes de papier commercial court terme).

En millions d'euros	
2004	448,1
2005	667,0
2006	253,7
2007	407,4
2008	70,0
2009	131,0
2010	5,9
2011	306,1
Total	2 289,2

>> Ventilation de l'endettement net par principales devises

En millions d'euros	2000	2001	2002
EUR	1 001,3	1 185,5	962,1
USD et CAD	1 121,1	1 246,2	780,5
JPY	102,0	89,4	235,0 ⁽¹⁾
Autres monnaies	55,9	62,4	44,7
Endettement net	2 280,3	2 583,5	2 022,3

(1) L'évolution de la dette en yen résulte essentiellement de l'acquisition des minoritaires d'Air Liquide Japan en octobre 2002.

Les remboursements des emprunts libellés en devises étrangères sont assurés par l'autofinancement généré dans la monnaie d'emprunt.

Une partie des emprunts a été garantie par des valeurs d'actifs d'un montant de 70 millions d'euros en 2002.

Note (J) > Instruments financiers

Risque de taux

Afin de fixer le taux d'intérêt d'une partie de sa dette, le Groupe peut utiliser des instruments de couverture annulant (swaps) ou limitant (caps) l'incidence des hausses de taux. Le différentiel de taux d'intérêt reçu ou payé est comptabilisé en frais financiers nets. La partie des dettes à taux fixe après couvertures fermes représente 62 % de l'endettement brut total moyen en 2002. En y incluant les couvertures optionnelles (caps), ce pourcentage est inchangé.

Le coût de l'endettement brut en 2002, calculé en rapportant les intérêts financiers de l'exercice à l'encours moyen de l'endettement brut, ressort à 5,1 %.

Risque de change

Les couvertures de change réalisées par le Groupe ont pour contrepartie des opérations économiques. Dès lors, le Groupe n'est exposé à aucun risque de change du fait de ces couvertures. Les opérations sont réalisées uniquement avec des contreparties bancaires sélectionnées après une analyse précise.

Note (K) > Engagements donnés hors bilan

Les engagements sont donnés dans le cadre de la gestion courante du Groupe.

Ils s'élèvent à 674,5 millions d'euros au 31 décembre 2002 et correspondent :

- pour 116,4 millions d'euros aux engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et d'investissements,
- pour 190,9 millions d'euros aux engagements liés aux locations et baux,
- pour 97,0 millions d'euros aux engagements d'achats d'énergie,
- pour 89,6 millions d'euros aux engagements liés à des contrats de maintenance d'usines de cogénération,
- pour 16,2 millions d'euros aux engagements liés à un contrat d'infogérance externe aux États-Unis,
- pour 164,4 millions d'euros aux engagements liés aux cautions et autres.

Événements postérieurs à la clôture

Le groupe Air Liquide et BOC group plc ont créé conjointement une filiale le 6 janvier 2003, Japan Air Gases. Cette filiale, détenue à 55 % par le groupe Air Liquide et à 45 % par BOC regroupera les activités de gaz industriels et médicaux sur le marché japonais des sociétés Air Liquide Japan et Osaka Sanso Kogyo (filiale de BOC). Cette filiale sera consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe Air Liquide en 2003.

Note (L) > Rémunérations allouées aux membres des organes de surveillance, d'administration (2000 et 2001) et de direction

Les rémunérations allouées aux membres des organes de surveillance, d'administration (2000 et 2001) et de direction de la Société à raison de leurs fonctions dans l'ensemble des entreprises consolidées, au titre de chacun des exercices, s'élèvent à :

En millions d'euros	2000	2001	2002
Rémunération des organes de surveillance et d'administration	0,5	0,4	0,6
Rémunération des organes de direction de la Société	7,3	6,4	5,6
Total	7,8	6,8	6,2

À compter de 2001, les organes de direction de la Société incluent l'intégralité des membres du Directoire et du comité exécutif.

La politique de rémunération des cadres dirigeants tient compte des pratiques du marché. Elle comporte une part variable importante dépendant de l'atteinte d'objectifs de résultats et de la contribution individuelle. Pour les mandataires sociaux, cette part variable est essentiellement liée à des objectifs de croissance des résultats du Groupe. Elle peut représenter plus de 50 % de la rémunération totale à objectifs atteints.

Note (M) > Plans d'options de souscription et d'achats d'actions

La Société a adopté, par décisions du Conseil d'Administration, du Conseil de Surveillance et du Directoire après autorisations de l'Assemblée Générale et sur recommandation du comité de sélection et des rémunérations, des plans attribuant à certains membres du personnel d'encadrement de la Société et de ses filiales dans le monde,

y compris les mandataires sociaux, un certain nombre d'options de souscription d'actions.

Ces options ont pour objectif de mobiliser les cadres les plus moteurs de l'entreprise, de fidéliser certains cadres performants et d'associer, dans une perspective à moyen-long terme, ces cadres à l'intérêt des actionnaires.

Ces options sont attribuées à un prix égal à 100 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant leur attribution. Leur durée maximum d'exercice est de dix ans pour les options attribuées avant l'Assemblée Générale du 4 mai 2000 et de sept ans pour les options attribuées depuis cette date. Certaines de ces options sont assorties d'une condition d'objectifs sur une certaine durée.

De plus, en application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2002, dans le cadre des célébrations des 100 ans de la Société, le Directoire, autorisé par le Conseil de Surveillance, a consenti, dans sa séance du 10 octobre 2002, des options de souscription d'actions au prix unitaire de 128 euros, à tous les salariés de la Société et des sociétés du groupe Air Liquide dont au moins 50 % du capital est détenu directement ou indirectement par la Société, à raison de 20 options de souscription pour les salariés ayant moins de dix ans d'ancienneté en 2002 et 30 options de souscription pour les salariés ayant au moins dix ans d'ancienneté en 2002.

Après examen des réglementations en vigueur en 2002 dans chacun des pays où opère le Groupe, le nombre des options ainsi attribuées s'élève à 769 130 au bénéfice de 31 012 salariés répartis dans 188 sociétés du Groupe implantées dans 56 pays.

Ces options peuvent être exercées dans un délai maximum de sept ans et elles ne peuvent être exercées avant un délai minimum de quatre ans, sauf dispositions contraires imposées par les réglementations en vigueur dans certains pays. Compte tenu des obligations légales locales à remplir, l'opération a été finalisée que le 10 octobre 2002.

>> Options accordées au cours des dix dernières années (délai maximum d'exercice des options à compter de leur attribution)

Date d'attribution	Date d'autorisation par l'AGE	Nombre des options attribuées	Prix de souscription en euros	Nombre ajusté**	Dont nombre ajusté** attribué aux organes de direction ^[3]	Nombre des options levées	Nombre ajusté** des options restant à lever au 31/12/2002	Prix ajusté** de souscription en euros
23/09/93	19/05/93	182 500	114,34	268 884	121 035	187 075	81 809	67,75
27/06/94	19/05/93	174 700	117,39	260 446	154 594	157 843	102 603	69,52
Année 1995		0		0	0	0	0	
22/05/96	22/05/96	105 000	138,73	158 274	68 982	19 470	138 804	90,52
24/09/97 ^[1]	22/05/96	73 000	140,25	8 374	0	0	8 374	100,55
22/01/98 ^[2]	22/05/96	20 000	140,25	0	0	0	0	
12/05/99	12/05/99	264 300	148,00	317 759	82 948	0	317 759	119,56
07/09/00	04/05/00	702 900	142,00	769 664	111 380	0	769 664	126,22
28/08/01	04/05/00	5 900	155,00	3 938	0	0	3 938	137,78
14/06/02	30/04/02	955 400	168,00	1 063 236	199 137	0	1 063 236	149,33
10/10/02	30/04/02	769 130	128,00	769 130	300	0	769 130	128,00
Total		3 252 830		3 619 705	738 376	364 388	3 255 317	

** Ajusté pour tenir compte des augmentations de capital par attribution d'actions gratuites (2002, 2000, 1998, 1996, 1994) et des pertes du droit d'exercice.

(1) Sur les 70 000 options initialement conditionnées essentiellement par l'atteinte d'objectifs de croissance sur 3 ans du résultat net par action, 67 000 ont été annulées en 2001, ces objectifs n'ayant pas été atteints.

(2) La totalité était conditionnée par l'atteinte d'objectifs de croissance sur 3 ans du résultat net par action qui n'ont pas été atteints. Ces options ont été annulées en 2001.

(3) Organes de direction à la date de l'attribution.

Sur l'année 2002, 56 662 options ont été levées au prix moyen de 73,93 euros.

L'encours des options ajustées ainsi attribuées par le Conseil d'Administration, le Conseil de Surveillance et le Directoire dans le cadre des autorisations votées par les Assemblées Générales et non encore levées s'élevait à 3 255 317 options (au prix moyen de 128,71 euros) au 31 décembre 2002 dont 404 698 options (au prix moyen de 132,11 euros) attribuées aux membres des organes de direction actuels.

Ces options peuvent être exercées dans un délai maximum de dix ans après leur attribution pour les options attribuées avant le 4 mai 2000 et de sept ans pour les options attribuées depuis cette date.

Les options attribuées entre le 24 septembre 1997 et le 7 septembre 2000 ne peuvent être exercées avant un délai minimum de cinq ans après leur attribution. Les options attribuées depuis le 7 septembre 2000 ne peuvent être exercées avant un délai minimum de quatre ans après leur attribution, délai porté jusqu'au 27 avril 2001 à cinq ans pour les résidents fiscaux français.

Note (N) > Retraites et autres avantages sociaux

> La société mère et certaines filiales françaises appartenant au même accord-groupe accordent :

– aux anciens salariés retraités (4 822 personnes au 31 décembre 2002) et aux salariés de plus de 45 ans ou de plus de vingt ans d'ancienneté au 1^{er} janvier 1996 (1 352 personnes au 31 décembre 2002), un complément de ressources en sus des régimes normaux de retraite, l'ensemble étant défini par rapport au dernier salaire.

Ce régime a été fermé le 1^{er} février 1996.

Les sommes allouées annuellement au titre de ces compléments ne peuvent pas dépasser 12 % de la masse salariale ou 12 % du bénéfice avant impôt des sociétés concernées.

Ces pourcentages de 12 % seront réduits, à compter de 2010, en fonction de la diminution annuelle du nombre d'allocataires résultant de la fermeture du régime.

Ces butoirs confèrent au dispositif la nature d'un régime à contributions définies, impliquant la comptabilisation en charges des allocations au fur et à mesure de leur versement, les engagements n'ayant pas pour les sociétés un caractère continu et stable.

La contribution de l'exercice dans les comptes consolidés s'élève à 34,0 millions d'euros (2001 et 2000 : 32,1 et 30,4 millions d'euros respectivement).

Hors effet des butoirs, et jusqu'à la disparition du régime, la valeur actuarielle après impôts des contributions annuelles accordées aux anciens salariés retraités au 31 décembre 2002 et aux salariés ayant droit s'élèverait à environ 357,0 millions d'euros (252,0 millions d'euros pour les retraités et 105,0 millions d'euros pour les actifs) ;

– aux autres salariés qui n'entrent pas dans le régime précédent (3 747 personnes au 31 décembre 2002), et qui justifient de plus d'un an d'ancienneté, le bénéfice d'un régime externe de capitalisation financé par des contributions des sociétés et des salariés. Pour l'année 2002, les cotisations des sociétés s'élèvent à 5,0 millions d'euros (2001 et 2000 : 5,3 et 4,0 millions d'euros respectivement).

> Les plans de retraite des autres filiales françaises ou étrangères, ainsi que les autres engagements similaires existants ont des caractéristiques diverses :

– pour les régimes à cotisations définies, les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement auprès d'organismes externes ;

– pour les régimes à prestations définies, les engagements sont assurés dans la majorité des cas par des fonds de pension externes ou provisionnés sur la base des droits acquis.

Engagements au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre 2002

En millions d'euros

Engagements projetés au 31/12/2002	Valeur des actifs donnés en gestion au 31/12/2002	Provisions au bilan au 31/12/2002	Écart au 31/12/2002
831,0	462,0	234,0	(135,0)

Les engagements indiqués ci-dessus correspondent à des montants déterminés selon les référentiels internationaux (International Accounting Standards). Ils sont couverts selon les règles légales en vigueur dans les pays où se situent les filiales concernées.

La méthode actuarielle utilisée est la méthode "projected unit credit" avec salaire de fin de carrière.

Les écarts actuariels représentant plus de 10 % du montant des engagements ou de la valeur de placement des marchés sont amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime.

L'écart, évalué au 31 décembre 2002, est susceptible de varier dans le futur en fonction des conditions de marché pour les actifs donnés en gestion et en fonction des hypothèses actuarielles.

Charges comptabilisées sur les exercices 2001 et 2002

En millions d'euros

	2001	2002
Régimes à prestations définies	33,2	31,4
Régimes à cotisations définies	57,8	59,2

Liste des sociétés consolidées, effectifs et cours des devises

% = pourcentage d'intérêts

> Principaux changements intervenus en 2002 et 2001

En millions d'euros Impact sur le chiffre d'affaires 2002 (par comparaison avec 2001)

A) Cession :

- activité GPL (activité cédée en juillet 2001) (37,3)

B) Acquisitions :

a) Sociétés intégrées globalement :

- Air Liquide a racheté au cours des exercices 2001 et 2002 les filiales du groupe Messer dans les pays suivants : 49,9
 - Trinidad et Tobago (Air Liquide Trinidad et Tobago)
 - Argentine (Sociedad Argentina de Aire Liquido SA)
 - Brésil (Sociedade Brasileira Arliquido Ltda)
 - Afrique du Sud (Fedgas (Pty) Ltd)

- Omasa (filiale Santé en Italie) 9,6

- Comptoir Lyonnais du Soudage (filiale d'AL Welding) 10,7

- Autres 22,3

b) Sociétés intégrées proportionnellement :

- Lavera Utilités (France) 4,1

Total des effets de périmètre sur le chiffre d'affaires 2002 **59,3**

c) Sociétés intégrées par mise en équivalence :

Air Liquide a racheté au groupe Messer au cours l'exercice 2002 les filiales suivantes :

- Air Liquide Misr Egypt SAE (Égypte)
 - Air Liquide 10th of Ramadan (Égypte)
 - Dekheila Gases Company SAE (Égypte)
 - Air Liquide 6th of October (Égypte)
 - Air Liquide El Soukhna (Égypte)
 - Neal & Massy Gaz Products Ltd (Trinidad et Tobago)

C) Changement de méthode de consolidation :

- Air Liquide Hangzhou est consolidée globalement en 2002 (anciennement AL Hang Hyang intégrée par mise en équivalence)

> Sociétés consolidées par intégration globale

>> France	%
L'Air Liquide SA	100,00
Air Liquide International	100,00
Air Liquide Electronics Systems	100,00
Air Liquide Engineering	100,00
Air Liquide Electronics Materials	100,00
Air Liquide Eurotonnage	100,00
Air Liquide Finance	100,00
Air Liquide Innovation et ses filiales préconsolidées dont Métrotech	100,00
Air Liquide Participations	100,00
Air Liquide Partners	99,95
Air Liquide Santé France	100,00
Air Liquide Santé (International)	100,00
Air Liquide Santé Engineering	99,80
Air Liquide Services et ses filiales préconsolidées dont :	100,00
- Napac	60,00
- Kéops (Canada)	100,00
Air Liquide Shared European Services	99,78
Air Liquide Welding SA et ses filiales préconsolidées dont :	100,00
- FRO Srl (Italie)	100,00
- La Soudure Autogène Française avec Oerlikon et Sauvageau Commercy Soudure	100,00
Altal	100,00
Aqualung International et ses filiales préconsolidées	98,36
Azérus	100,00
Belle Etoile Utilité	100,00
BTL SA et ses filiales préconsolidées dont :	
Laboratoires Anios et Hydenet	66,00
Chemoxal et sa principale filiale :	100,00
- Société d'Exploitation de Produits Pour les Industries Chimiques	99,95
Cogenal	99,99
Compagnie Industrielle, Commerciale et Financière des Gaz	100,00
Cryolor	100,00
Figenal	60,00
GIE Cryospace	55,00
Hélium Services	100,00
Pacome	100,00
Pharmadom (Orkyn')	100,00
Sidergal	70,00
Société des Gaz Industriels de France	100,00
Société d'Utilisation Scientifique et Industrielle du Froid	99,39

Société Immobilière de L'Air Liquide	99,99
Société Industrielle de Cogénération de France	100,00
Société Industrielle des Gaz de l'Air	100,00
Sudac Air Service	100,00
Taema	100,00
VitalAire	100,00
>> Europe	%
Air Liquide GmbH (Allemagne) et sa filiale préconsolidée :	100,00
– Air Liquide Technische Gase GmbH (Allemagne)	100,00
Schülke & Mayr GmbH (Allemagne)	100,00
VitalAire GmbH (Allemagne)	100,00
Air Liquide UK Ltd (Angleterre)	100,00
Air Liquide Austria (Autriche)	100,00
Air Liquide Belge SA (Belgique) et ses filiales préconsolidées :	99,95
– Air Liquide Benelux NV SA (Belgique)	100,00
– Air Liquide Belgium NV SA (Belgique)	100,00
– Air Liquide Medical SA (Belgique)	99,63
Hydrowal (Belgique)	100,00
Hydrofel (Belgique)	100,00
Carolox (Belgique)	100,00
Air Liquide Industries Belgium (Belgique)	100,00
Hede Nielsen A.S. (Danemark)	100,00
AL Air Liquide España, S.A. (Espagne) et ses filiales préconsolidées dont Air Liquide Medicinal SL	99,83
Oy Polargas A.B. (Finlande)	69,88
Air Liquide Hellas Société Anonyme de Gaz Industriels (Grèce)	98,73
Air Liquide Progetti Italia Spa (Italie)	100,00
Air Liquide Italia Srl (Italie) et ses filiales préconsolidées dont Air Liquide Sanita et ses filiales	99,76
Omasa (Italie)	100,00
Air Liquide Luxembourg S.A. (Luxembourg)	99,96
Oxylux S.A. (Luxembourg)	100,00
Air Liquide Nederland B.V. (Pays-Bas)	100,00
Air Liquide B.V. (Pays-Bas) et ses filiales VitalAire BV et Lamers HTS	100,00
Air Liquide Technische Gassen B.V. (Pays-Bas)	100,00
Air Liquide Industrie B.V. (Pays-Bas)	100,00
Air Liquide Large Industry (Pays-Bas)	100,00
Loofbeen B.V. (Pays-Bas)	100,00
Air Liquide Katowice Sp (Pologne)	79,24
Air Liquide Polska Sp (Pologne)	100,00
Sociedade Portuguesa do Ar Liquido (Portugal) et sa filiale Air Liquide Medicinal	99,95
Air Liquide Gas A.B. (Suède)	100,00
Carba Holding (Suisse)	100,00
Carbagas (Suisse)	70,00

>> Amérique	%
American Air Liquide (États-Unis) et ses principales filiales préconsolidées :	100,00
– Air Liquide Healthcare America Corp. (États-Unis)	100,00
– Air Liquide Canada Inc. (Canada) y compris VitalAire ARS et ses filiales	100,00
Air Liquide International Corp. (États-Unis)	100,00
Air Liquide Process & Construction Inc. (États-Unis)	100,00
Air Liquide Argentina (Argentine)	100,00
Sociedad Argentina de Aire Liquido S.A (Argentine)	99,89
Air Liquide Brasil (Brésil)	100,00
Sociedade Brasileira Arliquido Ltda (Brésil)	100,00
Air Liquide Chile S.A. (Chili)	100,00
Société des Gaz Industriels de la Guadeloupe (Guadeloupe)	89,47
Société Guyanaise de L'Air Liquide (Guyane)	97,04
Air Liquide Spatial (Guyane)	98,79
Société Martiniquaise de L'Air Liquide (Martinique)	68,50
Air Liquide Uruguay (Uruguay)	93,70
Air Liquide Trinidad et Tobago (Trinidad et Tobago)	100,00

>> Afrique	%
Air Liquide Proprietary Ltd (Afrique du Sud) et ses filiales préconsolidées dont :	88,45
– Liquid Air Botswana (Pty) Ltd (Botswana)	64,00
– Fedgas (Pty) Ltd (Afrique du Sud)	100,00
Société Ivoirienne d'Oxygène et d'Acétylène (Côte d'Ivoire)	72,08
Air Liquide Maroc (Maroc)	74,80
Air Liquide Tunisie (Tunisie)	59,15

>> Asie-Pacifique	%
Société d'Oxygène et d'Acétylène d'Extrême-Orient (France) et ses principales filiales :	87,07
– Air Liquide Indonesia (Indonésie)	96,14
– Air Liquide Thailand (Thaïlande)	100,00
– Air Liquide Philippines Inc. (Philippines)	100,00
– Esqual (Nouvelle Calédonie)	100,00
– Gaz de Polynésie (Polynésie)	100,00
– Air Liquide Réunion (Réunion)	95,00
Air Liquide Australia Ltd (Australie) et ses filiales préconsolidées dont :	97,38
– Braids Ltd (Australie)	100,00
– Air Liquide New Zealand Limited (Nouvelle-Zélande)	100,00
Air Liquide Shanghai International Trading (Chine)	100,00
Air Liquide Shanghai (Chine) ⁽¹⁾	99,50
Air Liquide Tianjin (Chine)	80,00
Air Liquide Hangzhou (Chine)	62,03
Air Liquide Korea Services (Corée du Sud) ⁽¹⁾	97,29
Air Liquide India Holding (Inde)	100,00
Air Liquide Pacific (Japon)	100,00

Air Liquide Japan Ltd (Japon) ⁽¹⁾	94,58
Air Liquide Asia Pte Ltd (Singapour)	100,00
Air Liquide Far Eastern Ltd (Taïwan) ⁽¹⁾	63,26

(1) Suite au rachat en octobre 2002 par Air Liquide Pacific de 27,7 % de Air Liquide Japan, le Groupe a augmenté sa participation dans les filiales suivantes : Air Liquide Far Eastern Ltd, Air Liquide Korea Services, Air Liquide Shanghai, Pacific Hydrogen Corp. et Daesung Sanso (mises en équivalence).

> Sociétés consolidées par intégration proportionnelle

>> France	%
Lavéra Energies	50,00
Lavéra Utilités	50,00

>> Amérique	%
Alberta Ltd (Canada)	40,00
Sabine Cogen (USA)	50,00

> Principales mises en équivalence

>> France	%
Fabriques d'Oxygène du Sud-Ouest Réuniones	49,92
Séchilienne - Sidec	40,53
Sépal	99,99
Société Anonyme Française Péroune	99,94
Sorgal	99,98

>> Europe	%
Deutsche Air Liquide Kryotech. GmbH (Allemagne)	100,00
Air Medical Gase und Apparate VmbH (Autriche)	40,00
Air Liquide Bulgaria EOOD (Bulgarie)	100,00
Air Liquide Ipari Gaztermelo Kft (Hongrie)	100,00

>> Amérique	%
Neal & Massy Gas products (Trinidad et Tobago)	42,71
La Oxigena Paraguaya S.A. (Paraguay)	87,89

>> Afrique	%
Air Liquide Engineering Southern Africa Ltd (Afrique du Sud)	100,00
Société Béninoise des Gaz Industriels (Bénin)	99,97
Société Burkinabe des Gaz Industriels (Burkina-Faso)	64,88
Société Camerounaise d'Oxygène et d'Acétylène (Cameroun)	100,00
Société Congolaise des Gaz Industriels (Congo)	99,99
Société Gabonaise d'Oxygène et d'Acétylène (Gabon)	80,00

L'Air Liquide Ghana Ltd (Ghana)	100,00
Air Liquide Misr SAE (Égypte)	88,00
Air Liquide 10th of Ramadan (Égypte)	87,30
Dekheila Gases Company SAE (Égypte)	100,00
Air Liquide 6th of October (Égypte)	87,86
Air Liquide El Soukhna (Égypte)	84,60
Société d'Oxygène et d'Acétylène du Liban SAL (Liban)	49,71
Société d'Oxygène et d'Acétylène de Madagascar (Madagascar)	68,96
Société Malienne des Gaz Industriels (Mali)	99,96
Société Marocaine de Technique et d'Industrie (Maroc)	49,99
Air Liquide Nigeria plc (Nigéria)	61,11
Société Sénégalaise d'Oxygène et d'Acétylène (Sénégal)	79,63
Société Togolaise des Gaz Industriels (Togo)	70,57

>> Asie-Pacifique	%
Daesung Sanso (Corée du Sud) ⁽¹⁾	38,92
Air Liquide Engineering India (Inde)	51,00
Pacific Hydrogen Corp. (Japon) ⁽¹⁾	37,83
Air Liquide Engineering South Asia (Singapour)	100,00

> Effectifs

Les effectifs des sociétés intégrées globalement s'élèvent à 30 800 personnes au 31 décembre 2002, se situant au même niveau que ceux à fin 2001 (30 800 au 31 décembre 2001).

L'intégration de nouvelles sociétés dans le périmètre de consolidation a eu, sur les effectifs, un impact de + 840 personnes.

> Cours des devises

Principaux taux de change utilisés :

>> Cours moyens			
Euros pour 1 devise	2000	2001	2002
Dollar américain	1,08	1,12	1,06
Dollar canadien	0,73	0,72	0,68
Peso argentin	1,08	1,12	0,35
Yen (les 1000)	10,05	9,20	8,47

>> Cours de clôture

Euros pour 1 devise	2000	2001	2002
Dollar américain	1,07	1,13	0,95
Dollar canadien	0,72	0,71	0,60
Peso argentin	1,07	1,13	0,28
Yen (les 1000)	9,35	8,67	8,04

Rapport des commissaires aux comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Société L'Air Liquide relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives

retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Le 26 février 2003

Les Commissaires aux Comptes

RSM SALUSTRO REYDEL
Edouard SALUSTRO Jean-Pierre CROUZET

ERNST & YOUNG Audit
Jean-Claude LOMBERGET

Données consolidées sur dix ans

	Notes	1993	1994	1995	1996	1997
Données globales en millions d'euros						
Chiffre d'affaires		4 630,6	4 840,6	4 907,2	5 241,5	5 851,3
dont Gaz et Services		3 908,4	4 075,0	4 102,4	4 324,3	4 959,9
Résultat d'exploitation		561,5	606,6	649,1	663,2	782,5
Résultat net part du Groupe		339,2	373,8	405,7	422,7	471,1
Autofinancement		788,8	833,9	860,9	910,0	1 013,5
Paiements sur investissements industriels		511,0	446,7	548,4	887,3	1 173,2
Paiements sur investissements financiers		79,9	559,0	117,2	157,8	95,3
Distributions	(1)	124,2	138,9	143,6	160,1	179,4
Capitaux propres en fin d'exercice		3 140,1	3 168,0	3 398,5	3 759,1	4 171,5
Endettement net en fin d'exercice		468,2	642,0	525,2	842,0	1 258,6

Capital

Nombre d'actions composant le capital		58 208 391	65 081 957	66 279 226	73 117 927	73 156 045
Nombre d'actions ajusté	(2)	97 910 956	99 665 955	101 237 745	102 451 528	102 509 896

Données par action en euros

Résultat net par action	(3)	3,46	3,75	4,01	4,13	4,60
Dividende versé à chaque action		2,13	2,13	2,13	2,13	2,38
Revenu global (y inclus avoir fiscal)		3,20	3,20	3,20	3,20	3,57
Dividende ajusté par action		1,25	1,38	1,38	1,52	1,69

Ratios

Rentabilité des capitaux propres (ROE)	(4)	11,4 %	11,9 %	12,4 %	11,8 %	11,9 %
Rentabilité des capitaux utilisés après impôts (ROCE)	(5)	11,0 %	11,3 %	11,5 %	11,0 %	10,5 %

Majoration du dividende : depuis 1995 une majoration de 10 % du dividende est attribuée aux actions nominatives inscrites depuis plus de deux ans au 31 décembre qui précède l'année de la distribution et détenues jusqu'à la date de mise en paiement du dividende. En 2002, le dividende majoré s'élève à 0,32 euro par action (0,48 euro avoir fiscal inclus), soit au total 7,8 millions d'euros.

(1) Hors précompte mobilier de 83,9 millions d'euros en 2002, 68,0 millions d'euros en 2001, 36,1 millions en 2000, 26,2 millions en 1999, 19,2 millions en 1998, 13,6 millions en 1997, 13,7 millions en 1996, 8,8 millions en 1995, 7,6 millions en 1994 et de 4,4 millions en 1993 et y compris dividendes majorés de 7,8 millions d'euros en 2002, 7,5 millions d'euros en 2001, 7,5 millions d'euros en 2000, 6,3 millions en 1999, 6,1 millions en 1998, 5,5 millions en 1997, 4,1 millions en 1996 et 2,2 millions en 1995.

(2) Ajusté pour tenir compte, en moyenne pondérée, des augmentations de capital par incorporation de réserves et de primes (2002, 2000, 1998, 1996 et 1994), des souscriptions en numéraire (de 1993 à 2002) et des actions propres.

(3) Calculé en fonction du nombre ajusté moyen pondéré d'actions en circulation durant l'année, sous déduction des actions propres.

	Notes	1998	1999	2000	2001	2002
Données globales en millions d'euros						
Chiffre d'affaires		6 087,6	6 537,7	8 099,5	8 328,3	7 900,4
dont Gaz et Services		5 194,2	5 694,0	7 113,6	7 256,7	6 887,0
Résultat d'exploitation		847,6	935,0	1 116,0	1 177,6	1 161,6
Résultat net part du Groupe		515,6	562,7	651,8	701,9	703,2
Autofinancement		1 156,5 ⁽⁶⁾	1 308,4	1 564,3	1 627,4	1 514,1
Paiements sur investissements industriels		1 222,5	1 129,4	910,2	769,8	632,8
Paiements sur investissements financiers		211,6	309,0	104,8	332,4	306,9
Distributions	(1)	205,2	221,7	281,8	298,1	330,5
Capitaux propres en fin d'exercice		4 346,9	4 926,8	5 285,9	5 353,3	5 219,3
Endettement net en fin d'exercice		1 676,8	2 432,7	2 280,3	2 583,5	2 022,3

Capital

Nombre d'actions composant le capital		82 921 825	82 862 583	91 429 644	90 821 483	100 818 441
Nombre d'actions ajusté	(2)	102 512 613	102 062 077	101 793 772	100 453 605	99 311 656

Données par action en euros

Résultat net par action	(3)	5,03	5,51	6,40	6,99	7,08
Dividende versé à chaque action		2,40	2,60	3,00	3,20	3,20
Revenu global (y inclus avoir fiscal)		3,60	3,90	4,50	4,80	4,80
Dividende ajusté par action		1,93	2,09	2,66	2,84	3,20

Ratios

Rentabilité des capitaux propres (ROE)	(4)	12,1 %	12,1 %	12,8 %	13,2 %	13,4 %
Rentabilité des capitaux utilisés après impôts (ROCE)	(5)	10,1 %	9,6 %	10,5 %	10,7 %	10,8 %

(4) Rentabilité des capitaux propres : (résultat net part du Groupe) / (capitaux propres moyens sur l'exercice).

(5) Rentabilité des capitaux utilisés après impôts : (résultat net après impôts et avant intérêts minoritaires - résultat financier après impôts) / (capitaux propres + intérêts minoritaires + endettement net) moyens sur l'exercice.

(6) Hors résultat sur cession de l'activité peroxyde d'hydrogène de 38,3 millions d'euros.

Éléments environnementaux et sociaux de L'Air Liquide SA

ÉLÉMENTS ENVIRONNEMENTAUX CONCERNANT LES PRINCIPALES UNITÉS DE PRODUCTION FRANÇAISES

Les principales unités de production en France les plus représentatives de notre métier sont les unités de séparation d'air, les unités de cogénération, les unités d'hydrogène/monoxyde de carbone, et les unités de production d'acétylène. Nous présentons ici les éléments environnementaux les plus caractéristiques de ces différentes unités.

> **Les unités de séparation d'air** sont implantées en France sur 14 sites. Elles produisent de l'oxygène, de l'azote et de l'argon et sur certains sites des gaz rares. Elles sont par nature très peu polluantes. Elles n'émettent pratiquement pas de dioxyde de carbone (CO₂), ni oxydes de soufre (SOx), ni oxydes d'azote (NOx). Elles consomment d'importantes quantités d'énergie électrique. Leur circuit de refroidissement nécessite de faibles appoints d'eau.

Consommation d'électricité MWh/an	Consommation d'eau d'appoint milliers m ³ /an	Rejets dans l'eau, tonnes/an	
		Matières oxydables	Matières en suspension
2 598 000	845	12	15

> **Les unités de cogénération** exploitées par Air Liquide sont implantées en France sur 3 sites. Elles produisent simultanément de la vapeur et de l'électricité, de façon beaucoup plus performante que des unités qui produiraient séparément ces deux fluides et sont ainsi des sources importantes d'économies d'énergie. Elles consomment du gaz naturel et de l'eau dont la plus grande partie est transformée en vapeur et fournie ensuite aux clients. La combustion du gaz naturel ne produit pratiquement aucune émission d'oxydes de soufre, mais conduit à une certaine émission d'oxyde d'azote. Ces unités se substituent à des unités séparées de production de vapeur et d'électricité qui auraient émis davantage de CO₂. Les unités de cogénération contribuent donc à réduire les émissions de CO₂ des bassins industriels qu'elles alimentent.

Consommation de gaz naturel GigaJoules PCI/an	Rejets dans l'air		Consommation d'eau milliers m ³ /an
	CO ₂ tonnes/an	NOx tonnes/an	
7 170 000	394 000	394	1 149

> **Les grandes unités de production d'hydrogène et de monoxyde de carbone** sont implantées en France sur 2 sites. L'hydrogène est principalement utilisé pour le programme spatial européen Ariane.

Le monoxyde de carbone sert à produire des matières plastiques. Ces unités utilisent essentiellement comme matière première du gaz naturel. Elles consomment aussi de l'énergie électrique. Elles ne produisent pratiquement pas d'oxydes de soufre et conduisent à l'émission d'une certaine quantité d'oxydes d'azote et de CO₂. Leur circuit de refroidissement nécessite de faibles appoints d'eau.

Consommation d'énergie thermique GigaJoules PCI/an	Consommation d'électricité MWh/an	Rejets dans l'air		Consommation d'eau de refroidissement milliers m ³ /an	Rejets dans l'eau, tonnes/an	
		CO ₂ tonnes/an	NOx tonnes/an		Matières oxydables	Matières en suspension
1 015 000	44 300	5 700	1	28	1	Inférieur à 1

> Les unités de production d'acétylène (gaz utilisé principalement dans le soudage et le coupage des métaux) sont implantées en France sur 8 sites. Elles produisent ce gaz par décomposition d'un matériau solide, le carbure de calcium, par de l'eau. Ce procédé produit de la chaux généralement vendue à des industriels qui l'utilisent dans des stations de traitement d'eau. Les autres consommations ou rejets sont de faibles importances.

Consommation d'eau milliers m ³ /an	Consommation de carbure de calcium tonnes/an	Quantité de chaux produite, tonnes/an (équivalent extrait sec)
50,2	11 000	14 100

Au total les émissions de CO₂ des unités de cogénération et des unités d'hydrogène/monoxyde de carbone sont d'environ 400 000 tonnes par an soit inférieures à un millième des émissions de CO₂ de la France.

> Principaux éléments sociaux concernant L'Air Liquide SA

Effectifs, embauches, licenciements, heures supplémentaires, main-d'œuvre extérieure

	2000	2001	2002
Effectif total au 31/12	4 356	4 519	4 528
Embauches			
<i>Contrats durée indéterminée</i>	281	298	149
<i>Contrats durée déterminée</i>	187	209	176
<i>Mouvements internes au Groupe</i>	102	180	99
Total des entrées	570	687	424
Licenciements <i>(dont aucun licenciement pour cause économique)</i>	30	28	29
Heures supplémentaires <i>(en milliers d'heures)</i>	64	70	68
Main-d'œuvre extérieure <i>(nombre moyen mensuel de travailleurs temporaires)</i>	288	337	258

Organisation du temps de travail

	2000	2001	2002
Horaire hebdomadaire moyen affiché	38 h	35 h	35 h
Nb de salariés occupés à temps partiel	181	169	168
Absentéisme <i>(nb de journées d'absence)</i>	36 089	37 028	37 751
<i>dont % d'absence pour maladie</i>	67,7 %	71,3 %	68,6 %
<i>dont % d'absence pour maternité</i>	10,6 %	12,5 %	11,1 %

Rémunérations et charges sociales – égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

En millions d'euros	2000	2001	2002
Masse salariale annuelle	173,0	182,1	186,8
Charges annuelles obligatoires et propres à l'entreprise et provision pour congés	112,1	120,4	119,9

La proportion de femmes marque d'année en année une progression et se situe en 2002 à 25 % de l'effectif.

Une analyse par niveau de responsabilité montre qu'il n'existe pas de différence significative entre les rémunérations des femmes et des hommes à L'Air Liquide SA.

Relations professionnelles et bilan des accords collectifs

	2000	2001	2002
Nombre de réunions du CCE et de ses commissions	17	23	20
Nombre d'accords signés dans l'entreprise	10	3	4

Les informations générales, au niveau du groupe Air Liquide, concernant les femmes et les hommes sont présentées dans ce rapport pages 53 à 57, et ceux concernant la sécurité pages 47 à 51. Pour L'Air Liquide SA, les éléments concernant l'hygiène et la sécurité, la formation, l'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés, les œuvres sociales, et la sous-traitance, sont disponibles sur demande dans le "Bilan Social" de L'Air Liquide SA.